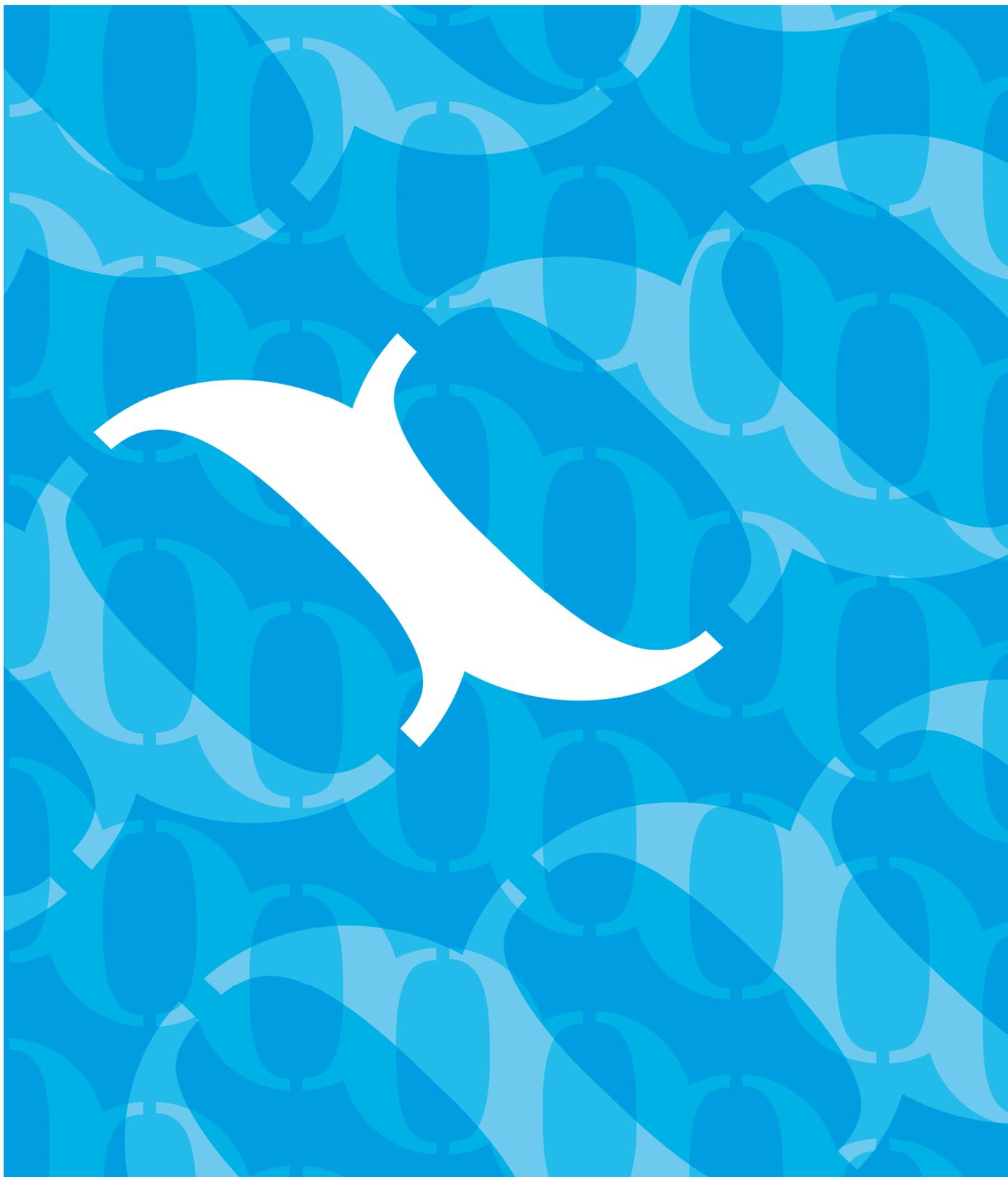


# Rapport d'activité | 2015



cget





# SOMMAIRE

---

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>Les origines et le fonctionnement .....</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 1 : VIE DE L'ASSOCIATION .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 Les instances.....</b>	<b>3</b>
<b>1.2 Les adhérents .....</b>	<b>4</b>
<b>1.3 Les travaux avec les partenaires fondateurs et les Ministères .....</b>	<b>5</b>
1.3.1 Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).....	5
1.3.2 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international.....	5
1.3.3 Ministère de l'Intérieur .....	6
1.3.4 Ministère des Outre-Mer.....	7
1.3.5 Caisse des Dépôts .....	7
1.3.6 Autres ministères.....	7
<b>1.4 Groupe de travail "statuts, programme de travail, barème" .....</b>	<b>8</b>
<b>1.5 L'équipe technique.....</b>	<b>8</b>
<b>1.6 Logiciel de contacts .....</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE 2 : COMMUNICATION ET MISE EN RÉSEAU .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1 Communication générale.....</b>	<b>9</b>
2.1.1 Newsletter "L'actualité transfrontalière".....	9
2.1.2 Site Internet.....	9
2.1.3 Portail documentaire.....	10
2.1.4 Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation .....	10
2.1.5 Publications et émission du "dessous des cartes".....	11
2.1.6 Presse et nouveaux médias .....	11
<b>2.2 Les services et ressources dédiés aux adhérents .....</b>	<b>12</b>
2.2.1 Revues de presse.....	12
2.2.2 Espace membres et ressources dédiées.....	13
2.2.3 Service "bon-à-tirer" .....	14
2.2.4 Plateforme des techniciens .....	14
2.2.5 Forum en ligne .....	14
<b>2.3 Conférences et séminaires .....</b>	<b>15</b>
organisés par la MOT	
2.3.1 "Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?", 17 juin 2015, Chamonix..	15
2.3.2 "Développement économique intégré des territoires transfrontaliers ", 30 septembre 2015, Paris .....	15
2.3.3 "Coopération transfrontalière et intégration dans une approche mondiale", OPEN DAYS, 14 octobre 2015, Bruxelles .....	15
avec participation de la MOT	
2.3.4 "Séminaire sur les obstacles à la coopération transfrontalière", Présidence luxembourgeoise, 19 mai 2015, Luxembourg.....	16
2.3.5 "Séminaire sur le potentiel des petites et moyennes villes dans des régions métropolitaines polycentriques transfrontalières", Présidence luxembourgeoise, 30 juin 2015, Luxembourg .....	16
2.3.6 "Seconde conférence sur la coopération transfrontalière franco-allemande", Ministères des Affaires étrangères allemand et français, 6-7 juillet, Metz .....	16
2.3.7 "25 ans de la Coopération Territoriale Européenne", Présidence luxembourgeoise, 15-16 septembre, Luxembourg .....	17

2.3.8 Ateliers OPEN DAYS 2015 : "Filling the data gap in border regions: the importance of developing meaningful cross-border data for policy making and program management", DG REGIO ; "Workshop on the need for specific legal provisions in border areas", Grand-Duché de Luxembourg ; "Cross-border urban integration: European groupings of territorial cooperation in twin cities and cross-border agglomerations", DG REGIO, 14 octobre 2015, Bruxelles .....	17
2.3.9 "La participation des citoyens à la gouvernance transfrontalière : expériences et leçons", Conseil de l'Europe, 22-23 octobre 2015, Saint-Louis .....	17
2.3.10 Interventions dans des conférences et formations .....	17
<b>PARTIE 3 : AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TRANSFRONTALIERES .....</b>	<b>20</b>
3.1 Appui technique aux politiques transfrontalières aux frontières françaises.....	20
3.2 Projet Europ'Act "Le développement économique intégré des territoires transfrontaliers" .....	21
3.3 Observation des territoires transfrontaliers.....	22
3.4 Formation des acteurs publics de la coopération transfrontalière.....	24
<b>PARTIE 4 : ASSISTANCE AUX ACTEURS DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE .....</b>	<b>24</b>
4.1 Offre ferroviaire transfrontalière de voyageurs entre Nice et Imperia.....	24
4.2 Obstacles et solutions à la coopération transfrontalière franco-belge .....	25
4.3 Accompagnement de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne .....	26
4.4 Grands projets de développement économique du territoire et de ses régions transfrontalières, Guyane .....	27
4.5 Initiative transfrontalière de développement local en Afrique .....	27
<b>PARTIE 5 : ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES .....</b>	<b>28</b>
5.1 Participation au débat sur la coopération territoriale en Europe 2014-2020 .....	28
5.1.1 Contributions et prises de position de la MOT .....	28
5.1.2 Règlement européen relatif au GECT et Plateforme des GECT .....	28
5.2 Partenariats européens.....	29
5.2.1 La Plateforme de Budapest .....	29
5.2.2 Le CESCO en Hongrie.....	29
5.2.3 Le réseau TEIN .....	29
5.2.4 Autres partenariats .....	29
5.3 Représentation des intérêts des acteurs de la coopération transfrontalière.....	30
5.3.1 Le réseau CECICN.....	30
5.3.2 L'ARFE.....	30
5.3.3 La Commission européenne.....	31
5.3.4 Le Parlement européen .....	32
5.3.5 Le Comité des Régions .....	32
5.3.6 Le Conseil de l'Europe .....	32
5.4 Coopération internationale.....	32
<b>PRINCIPALES CONCLUSIONS.....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>36</b>
Membres du Conseil d'orientation .....	36
Carte des adhérents.....	38
Carte des GECT en Europe .....	39

# INTRODUCTION

≡ La Mission Opérationnelle Transfrontalière : un outil évolutif au service des territoires transfrontaliers

## Les origines et le fonctionnement

En avril 1997, à l'initiative de la DATAR<sup>1</sup> et avec le soutien de la Caisse des Dépôts et du Ministère de l'Équipement, un Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) a créé la Mission Opérationnelle Transfrontalière sous la forme, dans un premier temps, d'une coordination interministérielle.

A partir de 1998, la MOT s'est positionnée comme une plateforme d'échanges dédiée aux acteurs de la coopération. Elle est devenue une association chargée de mettre en réseau les acteurs de la coopération transfrontalière. Ce positionnement multiniveau (interministériel et associatif) permet d'instaurer un dialogue permanent entre les autorités nationales et européennes et les acteurs de la coopération sur les questions transfrontalières.



## PARTIE 1 : VIE DE L'ASSOCIATION

### 1.1 Les instances

La dix-huitième **Assemblée générale** de la MOT a rassemblé le 18 juin 2015 à Chamonix, à l'invitation de la Conférence Transfrontalière Mont Blanc, plus de 150 personnes, élus et techniciens, membres ou partenaires de la MOT, pour échanger autour des projets et des activités de la MOT.

Présidée par Michel Delebarre, l'Assemblée générale extraordinaire a procédé au renouvellement des statuts de l'association. Ces nouveaux statuts permettent une meilleure représentativité géographique des territoires ainsi que des niveaux de coopération (local, régional, national et européen), notamment avec l'introduction d'une nouvelle catégorie de membres : les parlementaires nationaux et européens.

Selon ces nouveaux statuts, les membres ont procédé lors de l'Assemblée générale ordinaire du même jour à l'élection d'un nouveau Bureau et du Conseil d'orientation (qui remplace le Conseil d'administration) pour un mandat de trois ans renouvelable. Michel Delebarre a été réélu président de la MOT. L'Assemblée générale a procédé au vote d'un nouveau barème des cotisations afin de l'adapter aux évolutions de la réforme territoriale qui impacte notamment le nombre et la taille des régions frontalières françaises. Le programme annuel 2015 a été adopté ainsi qu'un programme triennal 2015-2017.



<sup>1</sup> Devenu désormais le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

L'événement a été précédé d'une conférence-débat sur le thème "Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?" (cf. 2.3.1).

Suivant les élections du Conseil d'orientation et du Bureau le 18 juin, **un Conseil d'orientation** s'est tenu le 18 novembre 2015, ainsi que **deux Bureaux** les 23 septembre et 18 novembre. La composition du Bureau était la suivante :

- ≡ **Président** : Michel Delebarre, Ancien Ministre d'Etat, Sénateur du Nord
- ≡ **Vice-présidente** : Claire Bouchet, Conseillère régionale déléguée à l'action régionale pour le massif alpin, Région Provence-Alpes Côte d'Azur
- ≡ **Vice-président** : Damien Castelain, Président, Métropole Européenne de Lille
- ≡ **Vice-président** : Philip Cordery, Député national, Président du groupe d'études "zones et travailleurs frontaliers", Assemblée nationale
- ≡ **Vice-présidente** : Virginie Duby-Muller, Vice-président, Député de la Haute-Savoie, Conseil départemental de Haute-Savoie
- ≡ **Vice-président** : Christian Dupessey, Président, Annemasse Agglo
- ≡ **Vice-président** : Jean-Marc Duriez, Président, Agence d'Urbanisme et de Développement Durable Lorraine Nord (AGAPE)
- ≡ **Vice-président** : François Maitia, Vice-président chargé de l'Europe, de la Coopération Transfrontalière et Interrégionale, Région Aquitaine
- ≡ **Vice-présidente** : Laurence Navalesi, Conseillère Municipale et Métropolitaine, Subdéléguée aux relations transfrontalières, Métropole Nice Côte d'Azur
- ≡ **Vice-présidente** : Nawel Rafik-Elmrini, Conseillère de l'Eurométropole, Adjointe au Maire de Strasbourg, Eurométropole de Strasbourg
- ≡ **Vice-président** : André Rossinot, Président de la commission grands partenariats et transfrontalier, Président de la Communauté Urbaine de Nancy, Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain
- ≡ **Vice-présidente** : Anne Sander, Députée européenne
- ≡ **Trésorier** : Michel Charrat, Président du Groupement transfrontalier européen
- ≡ **Secrétaire** : Véronique Mercier, Caisse des Dépôts
- ≡ **Directeur général** : Jean Peyrony

## 1.2 Les adhérents

---

A la fin de l'année 2015, l'association compte 67 adhérents (cf. carte en annexe). Cinq nouveaux organismes sont devenus membres en 2015 :

- ≡ La Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais
- ≡ La Région Rhône-Alpes
- ≡ La Ville de Beausoleil
- ≡ Le GECT Sommet de la Grande Région
- ≡ La Principauté de Monaco

L'adhésion de la Conférence Atlantique Transpyrénées a été réactivée.

Selon les nouveaux statuts, la MOT compte par ailleurs 3 nouveaux adhérents parlementaires - personnes physiques : Michel Delebarre, sénateur, Philip Cordery, député national, et Anne Sander, députée européenne.

Deux adhérents ont quitté le réseau : le Kent County Council et la Ville de Villefranche-sur-Mer. Les nouveaux statuts ne prévoient plus de statut d'adhérents individuel, à l'exception des adhérents parlementaires précités.

De nombreux contacts ont également été pris avec des adhérents potentiels, notamment le Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar.

[-> télécharger la carte des adhérents de la MOT](#)

## 1.3 Les travaux avec les partenaires fondateurs et les Ministères

### 1.3.1 Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

La MOT a été en contact étroit avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) tout au long de l'année 2015 dans le cadre de ses instances, de manifestations ou de questions techniques.

- ≡ La MOT a assisté le CGET dans ses activités consacrées à la mise en place d'une observation transfrontalière sur les frontières françaises, ainsi qu'à une échelle européenne (cf. 3.3).
- ≡ La MOT a apporté tout au long de l'année un appui technique à la redéfinition de la politique transfrontalière française et a participé à la mise en place, en France, de la programmation 2014-2020, ainsi qu'au suivi de la réforme territoriale et de ses impacts sur la coopération transfrontalière (cf. 3.1).
- ≡ Elle a alimenté le CGET en informations sur les besoins des territoires transfrontaliers et a transmis les opinions des membres de son réseau (cf. 5.1.1).
- ≡ Par ailleurs, la MOT est intervenue lors de réunions de formation des acteurs publics (cf. 3.4).

### 1.3.2 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

En 2015, le partenariat de la MOT avec le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, DAECT (Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales), a porté sur l'ouverture et la représentation des intérêts au niveau européen, outre-mer et international (cf. 5.4).

La MOT a par ailleurs été associée à une démarche exploratrice du MAEDI concernant le nouveau "Portail Diplomatie" de ce dernier. Cet outil d'information interne au ministère s'ouvre sur certains sujets à des acteurs extérieurs. La MOT a été désignée pour expérimenter l'ouverture de la "communauté" dédiée à la coopération transfrontalière. Elle accède à ses contenus et y publie des informations comme les newsletters mensuelles. L'ouverture de l'outil à des membres de la MOT est actuellement à l'étude.



La MOT a par ailleurs poursuivi son partenariat avec le Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, Harlem Désir, autour de l'objectif d'appui aux acteurs de la coopération transfrontalière. Le président Michel Delebarre a rencontré le Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, le 29 janvier 2015. La MOT a également assuré une veille sur l'actualité de la coopération transfrontalière et a apporté son soutien au Cabinet dans la préparation de la "Seconde conférence sur la coopération transfrontalière franco-allemande", organisée par les Ministères des Affaires étrangères allemande et français, les 6-7 juillet à Metz (cf. 2.3.6). Dans ce contexte, la MOT a travaillé sur une note sur la coopération transfrontalière France-Allemagne ainsi que sur une liste de contacts d'acteurs de la coopération transfrontalière franco-allemande.



La MOT est amenée à travailler de plus en plus fréquemment avec l'Ambassadeur pour les commissions intergouvernementales, la coopération et les questions frontalières, associé aux instances de la MOT et à ses travaux. Ce travail concerne les différentes frontières et se fait en liaison avec les services centraux et les ambassades de France dans les pays voisins :

- ≡ Intervention lors du séminaire sur les questions transfrontalières entre la France et l'Espagne, Ambassade de France en Espagne, le 29 mai 2015 à Madrid.

Elle a participé / est par ailleurs intervenue :

- ≡ lors de la réunion de la Commission nationale de la coopération décentralisée, le 3 février 2015 à Paris.
- ≡ au séminaire de lancement du projet "Appui à la coopération transfrontalière au Sahel", ACTS, MAEDI, le 13 février 2015 à Paris.
- ≡ à la table ronde consacrée à la place des collectivités territoriales dans la diplomatie globale, dans le cadre des journées du réseau "Diplomatie globale : mode d'emploi", le 17 juillet 2015 à Paris.

### 1.3.3 Ministère de l'Intérieur

En 2015, le partenariat de la MOT avec la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) a porté sur le suivi de la création et du fonctionnement de structures juridiques transfrontalières aux frontières françaises, notamment concernant la mise en œuvre du règlement relatif au GECT (Groupement européen de coopération territoriale).

En outre, la MOT,

- ≡ est intervenue dans la formation sur la coopération transfrontalière des Sous-Préfets, le 20 mai 2015, à Paris.
- ≡ a finalisé l'étude sur l'"Actualisation des travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge" pour le compte du SGAR Nord-Pas-de-Calais (cf. 4.2).
- ≡ a assisté la mission du préfet Bertrand Cadiot "Gouvernance de l'action internationale et transfrontalière de l'Etat en Région".
- ≡ a rencontré le Cabinet du Ministre de l'Intérieur les 12 novembre et 17 décembre 2015 à Paris.



### 1.3.4 Ministère des Outre-Mer

En 2015, les contacts avec le Ministère des Outre-Mer se sont intensifiés. Le président de la MOT, Michel Delebarre a rencontré la Ministre des Outre-Mer, Madame George Pau-Langevin, le 31 mars 2015. Pour la première fois en 2015, la MOT a obtenu une subvention du Ministère. Les représentants du ministère sont désormais systématiquement invités à assister aux instances de la MOT.

### 1.3.5 Caisse des Dépôts

La représentante de la Caisse des Dépôts (membre de droit de l'Association), également trésorière de la MOT (jusqu'en juin 2015), puis secrétaire de la MOT (depuis juin 2015), a participé étroitement aux décisions prises lors des instances et a été associée à une grande partie des actions de la MOT.

En 2015, le partenariat de la MOT avec la Caisse des Dépôts a porté sur :

- ≡ l'aboutissement du projet Europ'Act portant sur le thème du développement économique des territoires transfrontaliers, avec la présentation des 2 guides produits par la MOT, lors d'une conférence le 29 septembre à Paris organisée dans les locaux de la Caisse des Dépôts (cf. 3.2).
- ≡ un recensement des projets structurants d'investissement dans les territoires transfrontaliers. Avec le plan Juncker et le Programme d'Investissements d'Avenir en toile de fond, la MOT a adressé un questionnaire à 40 de ses adhérents et s'est entretenue avec une dizaine d'entre eux, afin de récolter des informations sur les projets structurants des territoires transfrontaliers et faire remonter leurs besoins en ingénierie aux investisseurs publics tels que la Caisse des Dépôts. Ce travail a donné lieu à plusieurs réunions de restitution d'analyses et de présentations de projets aux différentes directions concernées.
- ≡ l'approfondissement des relations avec les filiales du groupe Caisse des Dépôts (EGIS, Transdev) sur des missions opérationnelles lors desquelles la MOT a pu apporter son expertise des territoires et des thématiques transfrontalières comme la mobilité.
- ≡ la mise à disposition d'un bureau de passage de la MOT à Bruxelles dans les locaux de la représentation permanente de la Caisse des Dépôts auprès des institutions européennes.

En 2015, de multiples échanges et rencontres ont eu lieu avec les Directions Régionales, notamment les Directions Régionales de la future région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine etc.

### 1.3.6 Autres ministères

En 2015, la MOT a été en contact avec plusieurs Ministères, et leurs services déconcentrés frontaliers, afin de leur présenter la MOT et ses activités.

- ≡ **Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.**

Le Président Michel Delebarre, a notamment rencontré le Secrétaire d'État chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, Alain Vidalies, le 21 juillet 2015 à Paris.



- ≡ **Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes / Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social**  
 Les contacts avec ces deux ministères ont pu s'intensifier via la Délégation aux Affaires européennes et internationales, commune aux deux ministères. Dans ce contexte, la MOT a notamment rencontré Nathalie Nikitenko, déléguée, et Cyril Vinsonnaud, adjoint au chef du bureau des politiques et relations européennes, le 16 novembre 2015 à Paris.
- ≡ **Ministère de la Décentralisation et de la Fonction publique**  
 La MOT a participé à un atelier dans le cadre de la mission de réflexion sur l'aménagement du territoire menée par Claudy Lebreton, au Ministère de la décentralisation et de la fonction publique, le 17 novembre 2015 à Paris.
- ≡ **Ministère du Logement, de l'Egalité des territoires et de la Ruralité**  
 Une réunion a eu lieu avec Anthony Briant, Conseiller technique construction et urbanisme, au cabinet de la Ministre du Logement, de l'Egalité des territoires et de la Ruralité, le 1<sup>er</sup> juin 2015 à Paris.

D'autres contacts ont été poursuivis avec les Ministères suivants :

- ≡ **Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**
- ≡ **Ministère des Finances et des Comptes publics**
- ≡ **Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique**
- ≡ **Ministère de la Culture et de la Communication**

## 1.4 Groupe de travail "statuts, programme de travail, barème"

Le processus de refonte des statuts de la MOT lancé en 2014, afin qu'ils soient mieux adaptés au contexte actuel et aux nouveaux besoins des adhérents, a été poursuivi en 2015. Après une première réunion en décembre 2014, le groupe de travail, ouvert aux membres de la MOT, s'est réuni une deuxième fois le 9 mars 2015 à Paris. Ses travaux ont porté sur la rédaction d'un programme de travail 2015, d'un programme triennal 2015-2017, et sur la redéfinition du barème des cotisations (à partir de 2016). Les nouvelles versions des statuts, du barème de cotisation, du programme de travail et du programme triennal ont été validés lors de l'Assemblée générale 2015.



## 1.5 L'équipe technique

A la fin de l'année 2015, l'équipe technique est composée d'un directeur général, d'un secrétaire général, de deux responsables, de trois chargés de mission et d'une assistante de direction. 4 stagiaires ont été accueillis à la MOT durant l'année 2015. L'année a été marquée par les départs de Concetta Mundo et d'Adela Spulber, ainsi que par l'arrivée d'Alexandra Lafont.

## 1.6 Logiciel de contacts

En 2015, la MOT a travaillé à la mise en place d'un logiciel permettant de gérer efficacement l'ensemble de ses contacts, et plus spécifiquement les membres de son réseau (cotisations, services, etc.).

# PARTIE 2 : COMMUNICATION ET MISE EN RÉSEAU

## 2.1 Communication générale

### 2.1.1 Newsletter "L'actualité transfrontalière"

La [newsletter "L'actualité transfrontalière"](#) est publiée chaque mois en français et en anglais, sous un format électronique et papier de 4 pages. Elle est diffusée par e-mail à 6300 contacts en Europe. Elle met en avant des projets concrets tout en informant des faits marquants de la coopération, tant au niveau des territoires transfrontaliers qu'au niveau européen. En 2015, la MOT a publié dix newsletters. Les statistiques de lecture révèlent un taux de lecture de 23% (soit une augmentation de 3% par rapport à l'année précédente) - la moyenne du secteur selon l'outil de diffusion (Mailchimp) étant de 18%.



### 2.1.2 Site Internet

Le site Internet de la MOT est devenu un site de référence sur la coopération transfrontalière. Disponible en français ([www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)) et en anglais ([www.cross-border-territories.eu](http://www.cross-border-territories.eu)), il propose des ressources approfondies, notamment par entrées thématiques et territoriales :

- ≡ [Fiches Frontières](#) : 65 frontières européennes sont décryptées.
- ≡ [Fiches Territoires](#) : 115 territoires (agglomérations, espaces naturels, eurodistricts, eurorégions, etc.) sont étudiés.
- ≡ [Fiches thèmes](#) : 28 thèmes de la coopération transfrontalière sont analysés et mettent en avant des projets emblématiques.
- ≡ [Fiches projets](#) : 580 fiches projets illustrent les enjeux thématiques et territoriaux.
- ≡ [Un fonds cartographique](#) : 163 cartes produites par la MOT donnent à voir les dynamiques transfrontalières sur les frontières françaises.
- ≡ D'autres ressources sur les programmes européens, un portail documentaire (cf. 2.1.3), etc. sont également disponibles.

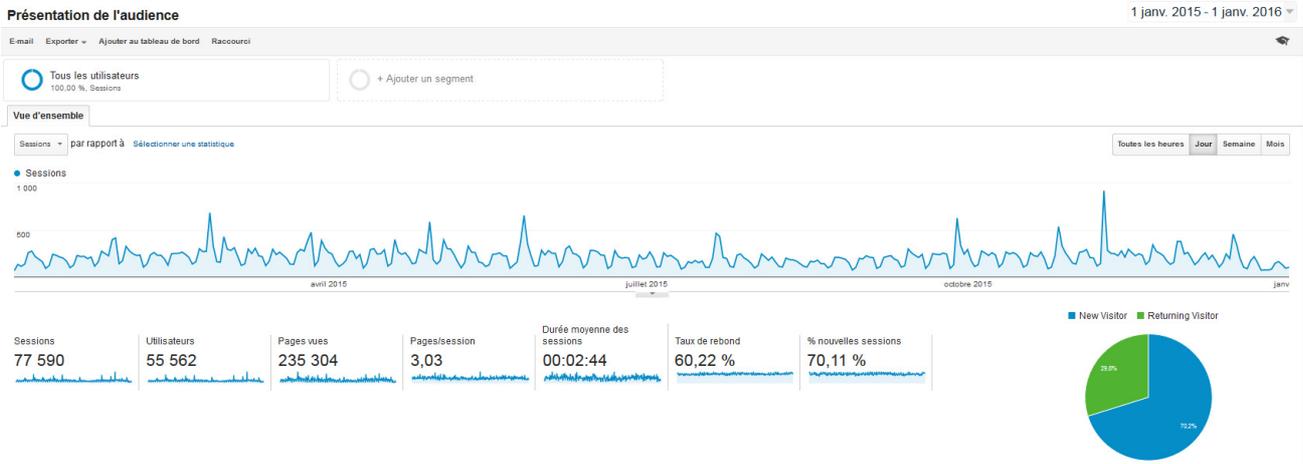
L'année 2015 aura permis d'enrichir l'ensemble de ces ressources (par exemple 80 fiches projets et 13 nouvelles cartes ont été ajoutées), et de mettre à jour une partie importante d'entre elles.

Le site permet également de présenter le réseau, les missions, activités et projets de l'association.



## Statistiques de consultation

L'année 2015 s'est traduite par une fréquentation en forte augmentation passant en moyenne de 150 à 200 sessions par jour (soit plus de 77 000 visites annuelles, et 235 000 pages vues en 2015). La consultation des ressources correspond à plus de 50% des pages visitées.



Statistiques du site [www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu) – Présentation de l'audience. *Source : Google Analytics.*

Chemin de la page, niveau 1	Pages vues
	235 304 % du total: 100,00 % (235 304)
1. /ressources/	102 429 (43,53 %)
2. /en/	29 008 (12,33 %)
3. /la-mot/	22 662 (9,63 %)
4. /actualites/	22 218 (9,44 %)
5. /	15 930 (6,77 %)
6. /bdd-frontieres/	14 309 (6,08 %)
7. /espace-membres/	8 720 (3,71 %)
8. /bdd-territoires/	7 559 (3,21 %)
9. /activites-europeennes/	5 383 (2,29 %)

Statistiques du site [www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu) – Comportement : contenu du site. *Source : Google Analytics.*

### 2.1.3 Portail documentaire

Fruit de plusieurs années de travail, la MOT a mis en ligne en juillet 2015 son [portail documentaire](#) spécialisé sur la coopération transfrontalière. Le portail donne accès à 3700 références documentaires, dont plus de 1500 documents téléchargeables en ligne, sur la coopération transfrontalière, les territoires frontaliers et transfrontaliers, et plus largement la coopération territoriale européenne.

La consultation des notices bibliographiques est ouverte à tous, mais le téléchargement des documents électroniques est réservé aux adhérents, aux services de l'Etat membres du réseau ainsi que sur demande aux étudiants et chercheurs.

Le portail permet une recherche avancée croisant plusieurs critères comme les thèmes généraux (66 descripteurs), les thèmes européens (59 descripteurs) et les frontières/territoires (122 descripteurs).



- Accueil
- Recherche simple
- Recherche avancée
- Nouveautés
- Partier
- Nous contacter

Centre de documentation

Chercheur Accès au centre de documentation

Recherche simple Recherche avancée

Type de document :

Limiter la recherche aux documents électroniques

**Nouveautés**

**Borderlines and the Politics of Contemporary Mobile Borders**  
ANNE-LAURE AMILHAT-SZARY, FREDERIC GIRAUT - PALGRAVE MACMILLAN, 2015  
This book explores the emerging forms and functions of contemporary mobile borders. It deals with issues of security, technology, migration and cooperation while addressing the epistemological and political questions that they raise. The 'borderlines' approach illuminates the question of how borders can be the site of both power and counter-power.

**Borderscaping: Imaginations and Practices of Border Making**  
CHIARA BRAMBILLA, JUSSI LAINE, JAMES SCOTT, GIALUCCA BOCHI - ASHGATE, 2015  
Using the borderlines concept, this book offers an approach to border studies that expresses the multilevel complexity of borders, from the geopolitical to social practice and cultural production at and across the border. Accordingly, it encourages a productive understanding of the processes, (de)territorializations and dispersed nature of borders and their ensuing regimes in the era of globalization and transnational flows as well as showcasing border research as an interdisciplinary field with its own academic standing.

**Strasbourg Eurométropole, a cross-border conurbation towards new sustainable mobility patterns**  
CRISTIANA MAZZONI, ANDREA GRIGOROVSKI - HAL ARCHIVES-ouvertes, 2016  
In the French context, Strasbourg is an exemplary case study for the development pattern of the 'city of short distances'. Its local and regional components were developed in the long term after the polycentric 'Wendland model' of German, Swiss, and Dutch cities. According to the French law on cities of 27 January 2014, Strasbourg has become a local authority with special status – the Eurométropole – replacing the former local authority status (CUS).

Voir toutes les nouveautés

Un centre de documentation "physique" est également accessible au même public sur rendez-vous dans les locaux de la MOT afin de permettre la consultation des documents papier.

#### Statistiques de consultation

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2015, les statistiques de consultation du portail en ligne ont été de 778 visites mensuelles (en moyenne) et de 740 visiteurs uniques (en moyenne par mois). Ces statistiques sont fournies directement par le logiciel de gestion électronique de documents utilisé.

### 2.1.4 Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation

Dans le cadre des travaux sur l'observation des territoires transfrontaliers (cf. 3.3), la MOT a mis en place une "[Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation](#)", en avril 2015, qu'elle héberge sur son site Internet.

Cette plateforme en ligne informe des actions du Comité stratégique transfrontalier (CST) et du Groupe de travail technique (GTT) et elle recense les productions statistiques, aux niveaux nationaux et locaux, sur les territoires des partenaires, sur deux thèmes majeurs : les flux de travailleurs frontaliers et l'observation transfrontalière.

### 2.1.5 Publications et émission du "Dessous des cartes"

#### "Le développement économique transfrontalier"

Dans le cadre du projet sur le développement économique des territoires transfrontaliers (cf. 3.2), la MOT a publié en septembre 2015 :

- Une "[Introduction à la thématique](#)" (132 pages) accompagnée de dix fiches projets emblématiques présente les enjeux transversaux et analyse neuf frontières européennes.

- Un "[Guide pratique](#)" (40 pages) qui propose des outils méthodologiques et conseils pratiques afin d'aider les porteurs de projets dans la construction des partenariats et le montage de projets de développement économique transfrontalier.

Suite à un important travail de valorisation graphique, les documents ont été publiés en français (800 exemplaires chacun) et en anglais (300 exemplaires chacun), puis diffusés à une liste ciblée de destinataires : collectivités territoriales, services des États, institutions et programmes européens, chambres consulaires, agences de développement économique, services publics de l'emploi et EURES-T, institutions de financement et d'investissement et aux porteurs de projets transfrontaliers. Ils sont également disponibles en version électronique sur le site de la MOT.



## "La coopération territoriale : une perspective européenne"

Dans le cadre des 25 ans d'Interreg, la Commission européenne a publié en septembre 2015 un ouvrage intitulé "[La coopération territoriale en Europe, une perspective historique](#)". Inédit dans son ambition et son approche, il est le fruit d'un travail collectif entre deux chercheurs (Birte Wassenberg et Bernard Reitel) et la Mission Opérationnelle Transfrontalière.



La MOT a réalisé les 26 cartes de cet ouvrage montrant l'impact de la coopération transfrontalière à l'échelle européenne et à l'échelle nationale. L'ouvrage remplit deux objectifs : fournir une clé de compréhension pour appréhender la complexité, la richesse et la diversité de l'ensemble des coopérations territoriales en Europe ; et illustrer leur rôle dans le processus d'intégration européenne.

## Emission du "Dessus des cartes" consacrée à la coopération territoriale européenne

A l'occasion des 25 ans d'Interreg, une [émission du "Dessus des Cartes"](#) d'Arte a été consacrée à la coopération territoriale européenne. Pour son élaboration, le laboratoire LEPAC dirigé par Jean-Christophe Victor a notamment reçu l'appui de la Mission Opérationnelle Transfrontalière. Cette émission a également été diffusée le 19 septembre 2015 sur Arte.

### 2.1.6 Presse et nouveaux médias

#### Presse

La MOT a diffusé plusieurs communiqués de presse en 2015 notamment à l'occasion de l'Assemblée générale et conférence annuelle, du lancement du portail documentaire et des résultats du projet sur le développement économique. La communication autour de l'événement annuel a également été l'occasion de diffuser un [dossier de fiches projets](#), présentant 24 projets transfrontaliers emblématiques sur des territoires et thématiques variées, afin de témoigner d'une coopération et d'une Europe concrète répondant aux besoins des habitants.

#### Réseaux sociaux

En 2015, la MOT a poursuivi le développement de sa présence sur les réseaux sociaux en animant le compte Twitter [@reseauMOT](#) (plus de 400 abonnés) et en créant une page Facebook "Mission Opérationnelle Transfrontalière" afin de relayer informations et visuels du site de la MOT.



## 2.2 Les services et ressources dédiés aux adhérents

---

### 2.2.1 Revues de presse

Une vingtaine de revues de presse sur la coopération transfrontalière est diffusée chaque année aux adhérents et membres financeurs de la MOT. Elle donne à voir l'actualité transfrontalière sur les frontières françaises, et informe également sur les actualités au niveau national et européen. Le volume sur l'année 2015 représente plus de 1500 articles. L'ensemble alimente une base de données en ligne accessible aux membres, via à un moteur de recherche (recherches par thèmes, frontières, territoires, journaux, etc.). En 2015, ce service a été ouvert au

réseau des SGAR frontaliers et des Directions générales frontalières de la Caisse des Dépôts. Les statistiques de consultation témoignent d'un taux de lecture entre 20 et 23%.

## 2.2.2 Espace membres et ressources dédiées

Le site Internet de la MOT propose un espace réservé aux membres du réseau, avec :

- ≡ Les documents des instances et de la Plateforme des techniciens.
- ≡ Un fonds juridique couvrant l'ensemble des frontières françaises : analyses du cadre légal de la coopération pour chaque frontière française, fiches "outils", textes juridiques de la coopération.
- ≡ Les revues de presse et la base de données d'articles.
- ≡ Le portail documentaire.

## 2.2.3 Service "bon-à-tirer"

Le "bon-à-tirer" (BAT) d'une journée de travail est un service aux membres du réseau introduit en 2011. Il permet aux adhérents (personnes morales) situés aux frontières françaises qui le souhaitent de bénéficier chaque année d'une journée de travail de l'équipe technique de la MOT. Différents types de conseils peuvent être assurés : intervention dans le cadre de manifestations, soutien technique au montage de projets, etc. Les demandes de BAT 2015 ont porté à titre d'exemple sur les thèmes suivants :

- ≡ Système institutionnel belge, BAT réalisé pour la Région Nord-Pas de Calais,
- ≡ Cadre juridique et sanitaire des circuits courts agroalimentaires transfrontaliers, BAT réalisé pour le GECT Alzette-Belval,
- ≡ Fonctionnement de l'aéroport international de Genève et opportunités de développement, BAT réalisé pour les Conseils départementaux de l'Ain et de la Haute-Savoie,
- ≡ Dispositions juridiques et analyse des compétences des collectivités territoriales françaises et de leurs groupements ; et rappel synthétique des dispositions juridiques affectant l'organisation territoriale de la République française, BAT réalisé pour la République et Canton de Genève,
- ≡ Examen du projet de Convention transfrontalière pour la renaturation du Foron, BAT réalisé pour Annemasse Agglo,
- ≡ Travail de recherche sur l'aménagement franco-monégasque d'un boulevard et d'un système de vidéoprotection, BAT réalisé pour la Ville de Beausoleil,
- ≡ Benchmark sur les projets d'échanges entre jeunes aux frontières françaises, BAT réalisé pour l'Eurodistrict Trinational de Bâle,
- ≡ Schéma de coopération transfrontalière des métropoles frontalières, BAT réalisé pour Strasbourg Eurométropole, la Métropole Européenne de Lille et l'Eurométropole de Lille Kortrijk Tournai,
- ≡ Ligne de bus transfrontalière, BAT réalisé pour l'Agglomération Sud Pays Basque.

Soixante-cinq adhérents étaient éligibles à ce service en 2015 avec 70 bons-à-tirer émis (les nouveaux adhérents reçoivent deux bons-à-tirer la première année de leur adhésion). 17 BAT ont été réalisés au titre de 2015. Depuis la mise en place de ce service en 2011, la MOT a ainsi réalisé au total 78 BAT. Des réflexions sont en cours concernant une mutualisation des notes techniques produites dans le cadre des bons-à-tirer via une mise en ligne des BAT dans l'Espace membres.



## 2.2.4 Plateforme des techniciens

La [Plateforme des techniciens](#), temps d'échanges sur les activités du réseau et thématiques d'intérêt des membres, s'est réunie le 18 juin 2015 à l'occasion de l'Assemblée générale. Les échanges ont porté sur la pertinence de travailler à la mise en place d'un forum en ligne destiné aux membres du réseau (cf. 2.2.5), et la mutualisation des ressources de la MOT.

La Plateforme s'est réunie une deuxième fois le 18 novembre 2015 dans les locaux du CGET à Saint Denis. Dans le contexte de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, les travaux de la MOT relatifs à la résolution d'obstacles à la coopération transfrontalière ont été présentés (étude pour la présidence luxembourgeoise, étude franco-belge). Un échange a également eu lieu autour du projet de forum en ligne.



## 2.2.5 Forum en ligne

La MOT souhaite mettre en place en 2016 un forum en ligne pour permettre à ses membres d'ouvrir des sujets de discussion et de contribuer aux échanges proposés. Lors de la Plateforme des techniciens du 18 juin 2015, un questionnaire a permis d'identifier les premiers besoins des adhérents, mettant en avant trois objectifs principaux pour le forum :

1. Faciliter le dialogue et la mise en réseau et les obstacles rencontrés sur les territoires transfrontaliers,
2. Identifier les besoins du réseau et les obstacles rencontrés sur les territoires transfrontaliers,
3. Assurer un relais "bottom-up" aux niveaux compétents (national, européen).

Lors de la plateforme des techniciens du 18 novembre 2015, ont été présentées une analyse des réponses au questionnaire et sur cette base, une proposition de fonctionnement pour le forum. L'outil devrait être opérationnel en 2016.

Les membres de la plateforme des techniciens ont pu ensuite s'exprimer sur les attentes et besoins des adhérents sur les fonctionnalités et la structuration de cet outil.

## 2.3 Conférences et séminaires

---

### Organisés par la MOT

#### 2.3.1 "Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?", 17 juin 2015, Chamonix

Plus de 150 personnes, élus et acteurs des territoires transfrontaliers, représentants nationaux et européens, se sont réunis à Chamonix les 17 et 18 juin 2015 à l'occasion de l'Assemblée générale de la MOT pour débattre de l'impact des réformes territoriales sur la coopération transfrontalière. Cet événement a permis de porter un regard d'ensemble sur les nombreux enjeux inhérents aux réformes territoriales pour la coopération transfrontalière. En effet, plusieurs pays voisins de la France connaissent des réformes similaires ; la coopération requiert un meilleur accompagnement des territoires dans la mise en œuvre de leur gouvernance transfrontalière, afin de répondre aux besoins des populations locales vivant au quotidien de part et d'autre des frontières, ainsi qu'une présence plus stratégique des Etats, coordonnée entre eux et avec les collectivités, avec l'appui de l'Union européenne. ([Plus d'infos](#))



#### 2.3.2 "Développement économique intégré des territoires transfrontaliers", 30 septembre 2015, Paris

Le 30 septembre 2015, la MOT a organisé la conférence finale du projet Europ'Act sur le développement économique. Ce projet, mené depuis janvier 2014 par la MOT dans le cadre du programme national d'assistance technique Europ'Act, a permis de construire un état des lieux et de soutenir la dynamisation des partenariats et des projets de développement économique aux frontières françaises via la production d'un guide méthodologique sur la construction des partenariats et le montage de projets. La conférence finale, qui a accueilli près de 180 personnes, a permis de présenter les résultats et les brochures finales du projet et d'échanger sur les enjeux du développement économique transfrontalier autour de projets exemplaires. ([Plus d'infos](#))

#### 2.3.3 "Coopération transfrontalière et intégration dans une approche mondiale", OPEN DAYS, 14 octobre 2015, Bruxelles

La MOT a organisé un atelier OPEN DAYS à Bruxelles le 14 octobre lors de la session 2015. Il a réuni des intervenants de différentes institutions (UNCDF, ASEAN, MAEDI, Commission européenne) et plus de 250 personnes sur le thème "Coopération transfrontalière et intégration régionale dans une approche mondiale". L'expérience européenne de la MOT bénéficie depuis quelques années à d'autres continents, par exemple en Guyane ou en Afrique de l'Ouest (projet "LOBI UNCDF"). ([Plus d'infos](#))



## Avec participation de la MOT

### 2.3.4 "Séminaire sur les obstacles à la coopération transfrontalière", Présidence luxembourgeoise, 19 mai 2015, Luxembourg

Ce séminaire a été organisé par le ministère luxembourgeois de l'aménagement du territoire et du développement, dans le contexte de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE au deuxième semestre 2015. Le but était d'explorer les potentialités d'un débat politique sur les bénéfices de dispositions juridiques nouvelles permettant de lever certains obstacles juridiques à la coopération transfrontalière. La MOT a présenté un travail de recensement d'exemples d'obstacles pouvant être résolus via un tel outil. Ont été également abordées les problématiques de l'observation statistique transfrontalière. ([Plus d'infos en anglais](#))

### 2.3.5 "Séminaire sur le potentiel des petites et moyennes villes dans des régions métropolitaines polycentriques transfrontalières", Présidence luxembourgeoise, 30 juin 2015, Luxembourg

Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise, un séminaire a été organisé à Luxembourg le 30 juin 2015 sur le potentiel des petites et moyennes villes dans des régions métropolitaines polycentriques transfrontalières. La MOT y a animé une table ronde. Ce séminaire visait à enrichir les travaux de la présidence afin de mieux prendre en compte le potentiel de développement des agglomérations transfrontalières en Europe ainsi que leurs besoins. Les sujets discutés étaient les suivants :

- ≡ La valeur ajoutée d'un développement urbain polycentrique au-delà des frontières,
- ≡ Les Bonnes pratiques et les obstacles,
- ≡ Les débats actuels sur les politiques urbaines et territoriales,
- ≡ Les fonds structurels et d'investissement européens,
- ≡ La question de la gouvernance.

([Plus d'infos](#))

### 2.3.6 "Seconde conférence sur la coopération transfrontalière franco-allemande", Ministère des Affaires étrangères allemand et français, 6-7 juillet 2015, Metz

Une seconde conférence sur la coopération transfrontalière franco-allemande s'est tenue les 6 et 7 juillet 2015 à Metz, en présence d'Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des européennes et de son homologue allemand, Michael Roth, tous deux secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande. Deux ans après la conférence de Sarrebruck de juillet 2013, l'événement a rassemblé les élus, acteurs institutionnels, dont la MOT, et les représentants de la société civile. En concertation avec les régions et les Länder concernés, les deux ministres ont signé une déclaration commune, la [Déclaration de Metz](#), définissant un agenda commun pour intensifier la coopération notamment en matière d'intégration des marchés du travail et de la formation professionnelle. ([Plus d'infos](#))

En préparation de cette conférence la MOT a fourni une note thématique sur la coopération transfrontalière franco-allemande ainsi que des contacts d'acteurs de la coopération au Cabinet du secrétaire d'Etat, Harlem Désir (cf. 1.3.2).

### 2.3.7 "25 ans de la Coopération Territoriale Européenne", Présidence luxembourgeoise, 15-16 septembre 2015, Luxembourg

Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, une conférence a été co-organisée avec INTERACT et la Commission européenne, pour célébrer le 25e anniversaire des programmes Interreg et ouvrir la Journée de la Coopération Européenne. L'objectif de cette conférence a été de parcourir l'histoire d'Interreg, de passer en revue les domaines dans lesquels Interreg a connu des succès, de jeter un regard global sur la coopération territoriale et de discuter de l'avenir des régions européennes et du rôle d'Interreg. Une table ronde consacrée au thème du marché de l'emploi transfrontalier a été introduite par la MOT. Parmi les enjeux identifiés, le manque de données et la nécessité d'une meilleure observation du fait transfrontalier ont été soulignés. La MOT a assisté le Luxembourg dans la préparation d'une table ronde sur la coopération territoriale sur d'autres continents. ([Plus d'infos](#))



### 2.3.8 Ateliers OPEN DAYS 2015

#### **Atelier "Filling the data gap in border regions: the importance of developing meaningful cross-border data for policy making and programme management", DG REGIO, 14 octobre**

Le 14 octobre 2015, la DG REGIO a organisé dans le cadre des OPEN DAYS à Bruxelles un atelier consacré à la production de statistiques transfrontalières. Après avoir présenté sa démarche qui œuvre depuis plusieurs années à une meilleure reconnaissance de l'observation transfrontalière, la MOT a rappelé le besoin crucial de données statistiques consolidées pour les zones frontalières afin d'adapter les politiques publiques aux besoins des territoires transfrontaliers.

#### **Atelier "The need for specific legal provisions in border areas", Grand-Duché de Luxembourg, 14 octobre**

Organisé le même jour par le Grand-Duché de Luxembourg, un atelier était consacré aux besoins de dispositions juridiques spécifiques pour les territoires frontaliers. Il a notamment permis de présenter avec l'appui de la MOT l'outil proposé par le Grand-Duché dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Union européenne. Cet outil permettrait aux collectivités frontalières de l'Union européenne de proposer à leurs États-membres respectifs un cadre juridique s'appliquant à la réalisation d'un projet transfrontalier précis.

#### **Atelier "Cross-border urban integration: European groupings of territorial cooperation in twin cities and cross-border agglomerations", DG REGIO, 14 octobre**

La MOT est intervenue au cours de cet atelier organisé par la DG REGIO sur l'intégration urbaine des agglomérations transfrontalières et les outils européens à disposition de ces territoires. La présentation de la MOT a notamment porté sur les résultats du projet "EGTC", cofinancé par le programme URBACT, dont elle a été chef de file entre 2008 et 2010, et qui a permis de mettre en réseau sept agglomérations en Europe sur les questions de gouvernance transfrontalière et d'implication de la société civile. ([Plus d'infos](#))

### 2.3.9 "La participation des citoyens à la gouvernance transfrontalière : expériences et leçons", Conseil de l'Europe, 22-23 octobre 2015, Saint-Louis

Le Séminaire européen sur la gouvernance démocratique des espaces transfrontaliers a été organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec la ville de Saint-Louis, l'Eurodistrict Trinational de Bâle, la Mission Opérationnelle Transfrontalière et l'Institut de Sociologie Internationale de Gorizia. Des représentants d'Etats membres issus du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance du Conseil de l'Europe ainsi que des organismes de coopération transfrontalière, des instituts, des praticiens et des experts ont participé aux discussions. Le séminaire a conclu que la participation effective et active des citoyens offre un véritable soutien à la réalisation des projets transfrontaliers. L'information et la consultation des citoyens en tant que bénéficiaires ultimes de la coopération transfrontalière garantit la transparence et légitime le processus de prise de décision et de prise en compte des particularités de chaque frontière. Dans la préparation de ce séminaire, la MOT a informé son réseau, en vue de promouvoir la participation de représentants de GECT, Eurorégions et autres organismes similaires (structures transfrontalières etc.), en France et ailleurs en Europe. ([Plus d'infos](#))

### 2.3.10 Interventions dans des conférences et formations

Autres participations et interventions effectuées par la MOT en 2015 :

Titre de l'événement, Organisateur	Date, Lieu
3 <sup>ème</sup> édition "La coopération territoriale européenne et décentralisée, Entre diplomatie interétatique et diplomatie territoriale ?", Institut Catholique de la Méditerranée	les mercredi 21 et jeudi 22 janvier 2015, à Marseille
Workshop "Strategic Plan 2050 - Between the Mediterranean and the Jordan River", The Hebrew University of Jerusalem	les mardi 10 et mercredi 11 février 2015, à Jérusalem
Réunion de la Commission nationale de la coopération décentralisée, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	le mardi 3 février 2015, à Paris
Séminaire de lancement du projet "Appui à la coopération transfrontalière au Sahel", ACTS, Ministère des Affaires européennes et du Développement international	le vendredi 13 février 2015, à Paris
Conférence sur la coopération transfrontalière et visite de terrain de la délégation libyenne aux Pays-Bas, VNG International	le lundi 16 février 2015, à La Haye
Etats généraux de l'emploi local, Communauté Urbaine de Dunkerque	le jeudi 19 février 2015, à Dunkerque
5 <sup>ème</sup> réunion annuelle de la plateforme des GECT "The EGTCs and the Employment" (Les GECT et l'emploi), Comité des Régions	le mardi 3 mars 2015, à Bruxelles
Séminaire sur "Les dynamiques transfrontalières dans les aires métropolitaines wallonnes", CREAT / LOCI / UCL	le jeudi 2 avril 2015, à Louvain-la-Neuve
Réunion avec les référents études des SGAR sur la coopération transfrontalière et la MOT, CGET	le jeudi 9 avril 2015, à Saint-Denis

<b>Séminaire "What European territory do we want?",</b> Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne	le jeudi 23 avril 2015, au Luxembourg
<b>Conseil de l'Observatoire, CGET</b>	le lundi 11 mai 2015, à Saint-Denis
<b>Journée d'échange à destination des parcs transfrontaliers,</b> Fédération des Parcs naturels régionaux de France	le mardi 12 mai 2015, à Paris
<b>Intervention sur la coopération transfrontalière dans la</b> formation des Sous-Préfets, Ministère de l'Intérieur	le mercredi 20 mai 2015, à Paris
<b>Atelier "The EGTC: Experiences and expectations. Present,</b> Past and Future", Comité des Régions / Ministère fédéral du Transport et des Infrastructures digitales (D)	le jeudi 28 mai 2015, à Bruxelles
<b>Séminaire sur les questions transfrontalières entre la France</b> et l'Espagne, Ambassade de France en Espagne	les jeudi 28 et vendredi 29 mai 2015, à Madrid
<b>Forum sur le continent africain-Intervention,</b> Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)	le mardi 2 juin 2015, à Paris
<b>Séminaire sur la coopération transfrontalière à destination des</b> agences d'urbanisme, FNAU/MOT	le mercredi 24 juin 2015, à Paris
<b>Conférence "Coopératives régionales et transfrontalières :</b> mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'Océan Indien", Cités Unies France (CUF)	le lundi 29 juin 2015, à Paris
<b>Conférence sur la coopération transfrontalière de l'Euro-</b> Institut Pologne-République tchèque-Slovaquie	le mardi 30 juin 2015, à Katowice
<b>Conférence sur la coopération transfrontalière avec</b> participation allemande - les services publics locaux en contexte transfrontalier, Euro-Institut / Ministère de l'Intérieur allemand	le mardi 30 juin et le mercredi 1er juillet 2015, à Berlin
<b>Réunion du groupe Coopération Territoriale Européenne,</b> Association des Régions de France (ARF)	le jeudi 9 juillet 2015, à Paris
<b>Journées du réseau "Diplomatie globale : mode d'emploi",</b> Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	les jeudi 16 et vendredi 17 juillet 2015, à Paris
<b>Comité d'experts Europe, CNFPT</b>	le jeudi 3 septembre 2015 à Paris
<b>Réunion des NTCCP (National Territorial Cohesion Contact</b> Points)	le mercredi 9 septembre 2015 au Luxembourg
<b>Réunion du groupe d'experts sur les obstacles transfrontaliers,</b> DG REGIO	le mercredi 9 septembre 2015 à Bruxelles
<b>Réunion sur l'observation statistique transfrontalière, DG</b> REGIO/Pays-Bas	le jeudi 10 septembre 2015 à Bruxelles
<b>Réunion de l'Instance nationale de concertation partenariale</b> de l'Accord de Partenariat (INCOPAP), CGET	le mercredi 16 septembre 2015, à Saint Denis
<b>2e réunion 2015 de la commission thématique territoires sur</b> "Les statistiques transfrontalières", Conseil national de l'information statistique	le mercredi 7 octobre 2015, à Paris
<b>2<sup>ème</sup> rencontre "Coopération franco-allemande", ARL</b>	les jeudi 8 et vendredi 9 octobre 2015, à Cologne

Conseil de l'Observatoire, CGET	le jeudi 15 octobre 2015, à Saint-Denis
Réunion des Directeurs généraux en charge du développement territorial et des Directeurs généraux en charge du développement urbain des Etats membres	les mardi 20 et mercredi 21 octobre 2015, à Luxembourg
Conférence générale, UBC (Union des Villes baltiques)	les mercredi 28 et jeudi 29 octobre 2015, à Gdynia (Pologne)
Atelier "Groupement Européen de Coopération Territoriale et Coopération Territoriale Européenne" et conférence "L'avenir de la coopération transfrontalière en Europe", Comité des Régions/Commission européenne/Conseil de l'Europe/ARFE	le jeudi 12 et vendredi 13 novembre, à Bruxelles
Colloque Entreprises et territoires : quels leviers d'attractivité et de compétitivité ? CGET	le mardi 17 novembre 2015, à Saint-Denis
Atelier dans le cadre de la mission de réflexion sur l'aménagement du territoire, mission Claudy Lebreton, Ministère de la décentralisation et de la fonction publique	le mardi 17 novembre 2015, à Paris
Séminaire transfrontalier - frontière franco-espagnole, Préfecture de région Midi-Pyrénées	le 25 novembre 2015, à Toulouse
Réunion ARF – CTE : Europ'Act	le jeudi 26 novembre 2015, à Saint-Denis
Castle talks on Cross-border cooperation "The border: source of conflict or place of reconciliation", CEPA foundation/ Dynamiques Européennes/CNRS/Université de Strasbourg	le lundi 7 décembre 2015, à Strasbourg
Séminaire "A world without borders Refugees, cooperation and territories", ESPON	les mardi 8 et mercredi 9 décembre 2015, à Luxembourg
Atelier du Grand Paris : COP 21_ Border line - Common spaces and cross-border project	le jeudi 10 décembre 2015, Pavillon de l'Arsenal, à Paris
Ex-post evaluation of Cohesion Policy Programmes 2007-2013 – WP11 : European Territorial Cooperation, Commission européenne	le vendredi 11 décembre 2015, à Bruxelles

## **PARTIE 3 : AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TRANSFRONTALIÈRES**

### **3.1 Appui technique aux politiques transfrontalières aux frontières françaises**

En 2015, la MOT a apporté un appui technique à la définition de la politique transfrontalière française, principalement dans le processus de programmation 2014-2020 et concernant le suivi de la réforme territoriale et de ses implications transfrontalières. La MOT a alimenté le CGET en informations sur les besoins des territoires transfrontaliers et a transmis les opinions des membres de son réseau.

### Programmation 2014-2020

Tout au long de l'année 2015, la MOT a suivi la mise en place des nouveaux programmes de coopération aux frontières françaises et en a informé son réseau. Elle a participé aux événements organisés par le CGET concernant la programmation 2014-2020, et a été partie prenante de l'Instance nationale de préparation de l'Accord de Partenariat dans le collège "Société civile". Dans ce contexte, elle a notamment participé :

- ≡ à la réunion de l'Instance nationale de concertation partenariale de l'Accord de partenariat (INCOPAP), le 16 septembre 2015 à Saint Denis.

### Thématiques de la coopération transfrontalière

Dans une approche thématique, la MOT a participé :

- ≡ au Conseil de l'Observatoire des Territoires, les 11 mai et 15 octobre 2015 à Saint-Denis,
- ≡ au colloque "Entreprises et territoires : quels leviers d'attractivité et de compétitivité", le 17 novembre 2015 à Saint Denis, coordonné par le CGET.

### Réforme territoriale

La MOT a suivi les implications transfrontalières de la réforme territoriale ; elle a notamment :

- ≡ réalisé notes et articles dans sa newsletter concernant la prise en compte de la coopération transfrontalière dans la réforme, et la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe).
- ≡ organisé une conférence-débat le 17 juin 2015, Paris, intitulée "Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?" (cf. 2.3.1).

## 3.2 Projet Europ'Act "Le développement économique intégré des territoires transfrontaliers"

Ce projet, mené depuis janvier 2014 par la MOT dans le cadre du programme national d'assistance technique Europ'Act, a permis de construire un état des lieux et de soutenir la dynamisation des partenariats et des projets de développement économique aux frontières françaises.

Déroulé du projet :

- ≡ **Phase 1 : DIAGNOSTIC (janvier - août 2014)**  
Cette première phase a permis de dresser un état des lieux du développement économique dans un contexte transfrontalier pour apporter aux acteurs de la coopération transfrontalière une meilleure connaissance des enjeux dans ce domaine.
- ≡ **Phases 2 et 3 : CO-CONSTRUCTION ET ÉLABORATION DES OUTILS (septembre 2014 - novembre 2015)**  
Cette phase a porté sur la production d'outils méthodologiques à destination des acteurs (guide pratique sur le montage des projets et la construction des partenariats).



Ce projet a été cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre du programme Europ'Act. L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional.

### ≡ Conférence finale le 30 septembre 2015, à Paris

La conférence finale du projet, qui s'est tenue le 30 septembre 2015 à Paris, a accueilli près de 180 personnes. Elle a permis de présenter les résultats et les brochures finales du projet et d'échanger sur les enjeux du développement économique transfrontalier autour de projets exemplaires. (cf. 2.1.5 et 2.3.2)



## 3.3 Observation des territoires transfrontaliers

### Présentation de la démarche

A la suite d'une étude exploratoire, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la MOT et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont organisé le premier séminaire européen consacré à l'observation des territoires transfrontaliers, le 10 décembre 2012 à Nancy. L'objectif était de présenter le travail mené et de mettre en avant le rôle de l'observation dans le cadre des politiques d'aménagement des territoires transfrontaliers. Il s'est conclu par un accord entre les Etats représentés affirmant la nécessité de coordonner les démarches d'observation statistique des territoires frontaliers.

### L'émergence d'une coordination entre les Etats

Suite à ces échanges, les États (France + pays voisins), conscients de l'impossibilité d'une harmonisation totale des données transfrontalières, ont convenu de privilégier un processus d'amélioration et d'enrichissement progressif et pragmatique du référentiel de données et d'indicateurs, qui permettra, à terme, de connaître plus précisément le contexte transfrontalier.

### Le Comité Stratégique Transfrontalier (CST)

Pour aller plus loin et poser les jalons d'une véritable observation transfrontalière à un niveau européen, ces Etats ont mis en place un comité stratégique transfrontalier composé des représentants des ministères en charge de l'aménagement du territoire en France et dans les pays voisins. Son rôle est d'impulser et de coordonner un programme de travail pluriannuel, de proposer et d'analyser, avec le soutien d'un groupe de travail technique, des thématiques prioritaires pour la cohésion territoriale européenne et notamment des territoires transfrontaliers afin d'identifier les sources et de collecter les données. D'autres partenaires européens prennent part à ces travaux comme les Pays-Bas, la Commission européenne ou le programme Interact. La MOT assure le secrétariat du CST. Le CST s'est réuni les 16 janvier, 14 avril et 3 juillet 2015.

### Le Groupe de Travail Technique (GTT)

Le comité stratégique transfrontalier s'appuie sur un groupe de travail technique qui réunit les représentants d'instituts statistiques nationaux et régionaux, de services ministériels ou d'opérateurs experts intéressés par la démarche. Son rôle est de préciser la commande issue de la réflexion du comité stratégique, définir les conditions de "réalisation technique" et valider les résultats des travaux avant de les soumettre au Comité stratégique. Le bureau de l'observation des territoires du CGET assure le secrétariat du GTT. La dernière réunion du GTT a eu lieu le 4 mars 2015.

## Contribution du CST/GTT à l'atelier sur les obstacles à la coopération transfrontalière le 19 mai 2015 à Luxembourg

Lors de cet atelier, une séquence a été consacrée à l'observation transfrontalière. La démarche du CST a été présentée. La séquence a mise en exergue le lien entre les politiques publiques et l'observation. Des exemples plus précis ont permis d'illustrer dans quelle mesure un cas d'observation a fait bouger les lignes (par exemple : se faire soigner indifféremment sur le territoire transfrontalier). En effet, l'observation influence le positionnement des politiques sur les territoires mais certains champs sont encore délaissés (logement, immobilier etc.).

L'une des contributions du GTT a été la réalisation d'une carte européenne illustrant la disponibilité des données de flux de travailleurs transfrontaliers afin d'interpeller sur la situation actuelle. On constate que les données n'ont pas été réactualisées au niveau européen depuis 2007. 800 000 travailleurs frontaliers étaient comptabilisés en Europe à cette date mais il est difficile de connaître leur nombre en 2015.

Cette carte permet de différencier la disponibilité des données administratives de celle des données statistiques. Le manque de données sur les flux de travailleurs frontaliers est en contradiction avec l'objectif européen de cohésion sociale et territoriale (cf. 2.3.4 et 4.3).

### Perspectives du CST

Afin de pérenniser le dispositif qui repose pour l'instant sur le volontariat, il sera souhaitable de fixer un programme de travail. Les programmes européens (Interreg A sur les frontières, ESPON au niveau européen) pourraient contribuer à son financement. La DG REGIO compte lancer un appel à projet sur l'observation statistique transfrontalière en début d'année 2016.

Le dispositif s'est inscrit dans l'agenda politique de la présidence luxembourgeoise dont une des priorités a porté sur le transfrontalier. Le constat des insuffisances et des enjeux de coordination de l'observation transfrontalière à l'échelle européenne a été pris en compte par la réunion des ministres de l'aménagement du territoire le 26 novembre 2015. Pour ce faire, il s'agit d'identifier les capacités de relais des membres du CST au sein de leurs administrations respectives.

En outre, la DG REGIO a co-organisé avec les Pays-Bas une réunion sur l'observation statistique transfrontalière, le 10 septembre 2015 à Bruxelles. Elle a également organisé le 13 octobre 2015 un atelier sur l'observation statistique transfrontalière lors des OPEN DAYS (cf. 2.3.8).



### 3.4 Formation des acteurs publics de la coopération transfrontalière

---

Les rencontres avec les représentants des associations de collectivités locales (ARF, etc.) ainsi que les organismes de formation des personnels de la fonction publique (CNFPT etc.) se sont renforcées. En 2015, la MOT est notamment intervenue :

- ≡ le 9 juillet 2015 à la réunion du groupe Coopération Territoriale Européenne de l'ARF à Paris,
- ≡ le 3 septembre 2015 à la réunion du comité d'experts Europe du CNFPT à Paris,
- ≡ le 26 novembre à la réunion ARF – CTE "Europ'Act", à Saint-Denis.

La MOT intervient par ailleurs dans des sessions de formation destinées aux agents du Ministère de l'Intérieur. En 2015, la MOT est notamment intervenue :

- ≡ à la réunion avec les référents études des SGAR sur la coopération transfrontalière, au CGET, le jeudi 9 avril 2015, à Saint-Denis,
- ≡ sur la coopération transfrontalière dans la formation des Sous-Préfets, Ministère de l'Intérieur, le 20 mai 2015, à Paris.

## PARTIE 4 : ASSISTANCE AUX ACTEURS DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE

---

### 4.1 Offre ferroviaire transfrontalière de voyageurs entre Nice et Imperia

---

Chaque jour, plus de 12000 personnes prennent le train pour effectuer un trajet entre la France, l'Italie et Monaco, que ce soit pour le travail ou pour les loisirs. Or, depuis 2009 et l'entrée des services ferroviaires transfrontaliers dans le champ concurrentiel, il n'y a plus de train assurant une continuité de parcours entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Ligurie. Tous les voyageurs sont obligés de subir une correspondance en gare de Vintimille, avec ses conséquences en matière de temps de parcours et de confort de voyage. C'est dans ce contexte que la MOT a apporté une assistance technique et juridique à la Région PACA, dans le cadre du projet INFORAILMED, cofinancé par le programme ALCOTRA 2007-2013. Ce projet, réunissant Région PACA, Région Ligurie et Principauté de Monaco, visait à améliorer les liaisons ferroviaires de voyageurs de Nice à Imperia via Monaco, autour de trois volets :

- ≡ développer l'information-voyageurs,
- ≡ améliorer l'offre, notamment la suppression de la rupture de charge à Vintimille,
- ≡ rechercher un cadre pérenne de gouvernance et de financement de l'offre ferroviaire transfrontalière.

Apportant une assistance à la coordination des différents prestataires techniques du projet, la MOT a proposé une solution de montage juridique permettant de mettre en oeuvre les solutions techniques envisagées. Les conclusions des études et les recommandations de la MOT ont en outre fait l'objet d'une restitution complémentaire en décembre à Monaco à la demande de la Principauté. Suite à ce travail, les trois partenaires ont signé une déclaration d'intention afin de poursuivre la coopération, premier acte politique vers une coopération renforcée au bénéfice des usagers.

## 4.2 Obstacles et solutions à la coopération transfrontalière franco-belge

La MOT a été missionnée en août 2013 par le SGAR de la Préfecture de la région Nord-Pas de Calais pour actualiser le rapport du Groupe de travail parlementaire franco-belge (GTPFB)<sup>2</sup> publié en 2007.

L'étude, mobilisant les représentants politiques et techniques des autorités françaises du Nord-Pas de Calais et belges à tous les niveaux, visait à réexaminer les obstacles à la coopération et à proposer de nouveaux plans d'actions pour leur résolution.

Dans le cadre de cette étude, la MOT a organisé une consultation écrite, des entretiens ciblés et quatre groupes de travail avec les institutions compétentes. Regroupés autour de quatre ensemble de thématiques (aménagement du territoire, transport et environnement ; santé ; économie, emploi, éducation et formation professionnelle ; sécurité civile), les groupes de travail se sont réunis chacun deux fois en juillet et octobre 2014. Le rapport final de l'étude, contenant les solutions déterminées par une concertation de l'ensemble des acteurs concernés, a fait l'objet d'une réunion de restitution à l'automne 2015.

Cette démarche unique sur les frontières françaises a été également suivie par les niveaux nationaux français, représentés par l'Ambassade de France à Bruxelles et le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et belge (Consul Général de Belgique à Lille).

L'approche d'identification d'obstacles et de solutions de cette initiative a montré tout l'intérêt de la transposer sur d'autres frontières, afin d'améliorer la coopération et d'offrir de meilleurs services aux citoyens des territoires transfrontaliers.



<sup>2</sup> En 2005, un "Groupe de travail parlementaire franco-belge" avait été mis en place pour identifier les freins à la coopération transfrontalière sur la frontière franco-belge et proposer des solutions concrètes.

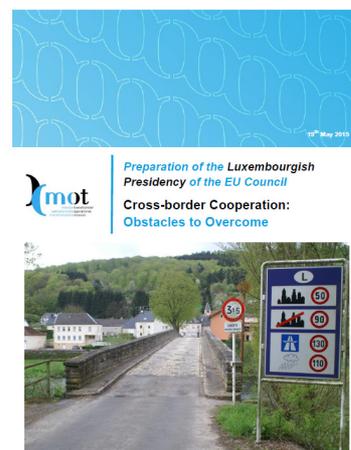
## 4.3 Accompagnement de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne

Dans le cadre de la préparation de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, la MOT a élaboré une analyse des obstacles juridiques à la coopération transfrontalière et proposé des pistes de solution s'orientant vers un outil juridique européen mis en place par un règlement.

La MOT a été missionnée par le Luxembourg pour compléter cette première analyse. Deux documents ont été produits : le premier complète l'analyse des obstacles en proposant les contours d'un outil juridique européen permettant de résoudre des obstacles juridiques à la coopération transfrontalière, en s'appuyant également sur la description d'exemples complémentaires. Le second est une [note](#) permettant au Luxembourg de préparer le document de cadrage nécessaire aux discussions successives des 28 pays membres et des membres associés.

Les interventions de la MOT ont concerné également :

- ≡ Participation au séminaire "What European territory do we want?", le jeudi 23 avril 2015, au Luxembourg,
- ≡ Co-élaboration et animation du séminaire sur les obstacles à la coopération, le mardi 19 mai 2015, au Luxembourg (cf. 2.3.4),
- ≡ Animation d'une table ronde lors du séminaire "Le potentiel des petites et moyennes villes dans des régions métropolitaines polycentriques transfrontalières", le mardi 30 juin 2015, au Luxembourg (cf. 2.3.5),
- ≡ Intervention lors de la réunion des NTCCP (National Territorial Cohesion Contact Points) des Etats membres et des Etats voisins, le 9 septembre 2015, au Luxembourg,
- ≡ Intervention lors de l'atelier OPEN DAYS sur "The need for specific legal provision in border areas", le 14 octobre 2015, à Bruxelles (cf. 2.3.8),
- ≡ Intervention lors de la réunion des Directeurs Généraux en charge de la cohésion territoriale, le 20 octobre 2015, au Luxembourg,
- ≡ Intervention lors de la réunion des ministres en charge de la cohésion territoriale le 26 novembre 2015, au Luxembourg, dont les discussions ont alimenté les conclusions de la Présidence grand-ducale, qui propose des actions pour faciliter la coopération transfrontalière au sein de l'Union.



## 4.4 Grands projets de développement économique du territoire et de ses régions transfrontalières, Guyane

Dans le cadre d'une étude lancée par la préfecture de Guyane, la MOT est intervenue comme sous-traitant du titulaire du marché, Guyanes Performances. Elle a contribué à cette prestation intellectuelle concernant l'une de ses composantes, à savoir la proposition d'une ingénierie de projet pour la mise en œuvre des projets économiques initiés dans un cadre transfrontalier.

Pour cette mission, la MOT a pu s'appuyer sur sa connaissance du contexte transfrontalier en Guyane. Elle a notamment apporté un appui méthodologique au volet transfrontalier, en particulier dans le domaine réglementaire et juridique, en lien avec le montage opérationnel de projets, mais aussi en matière de gouvernance territoriale et d'approche territoriale intégrée, pertinente pour les bassins de l'Oyapock et du Maroni, ainsi que de programmation (programmes Interreg). La réunion de restitution a été organisée en novembre 2015 à Bruxelles.



## 4.5 Initiative transfrontalière de développement local en Afrique

UNCDF (UN Capital Development Fund) a missionné la MOT pour un appui méthodologique tout au long du programme Initiative transfrontalière de Développement local (LOBI). Ce programme vise à renforcer la gouvernance transfrontalière en Afrique de l'Ouest. Il concerne huit Etats de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest africaine).

En 2015, la MOT a produit une boîte à outils sous la forme d'un guide méthodologique pour les porteurs de projets transfrontaliers en Afrique de l'Ouest décrivant les étapes d'un projet de coopération transfrontalière. Par ailleurs, dans le cadre des OPEN DAYS, la MOT a organisé un atelier consacré à la coopération transfrontalière à l'échelle mondiale en coopération avec l'UNCDF en octobre 2015 à Bruxelles (cf. 2.3.3). Cet événement a été l'occasion de présenter les premiers résultats du projet LOBI.

# PARTIE 5 : ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

---

## 5.1 Participation au débat sur la coopération territoriale en Europe 2014-2020

---

### 5.1.1 Contributions et prises de position de la MOT

#### Opinion du Comité des Régions "Initiative de la Convention des Maires"

En septembre 2015, la MOT a contribué à cette position du Comité des Régions pour souligner les enjeux transfrontaliers et la valeur ajoutée de la coopération territoriale dans le contexte de l'avenir de l'initiative de la Convention des Maires.

#### Consultation publique de la Commission européenne "Surmonter les obstacles dans les régions frontalières"

En décembre 2015, la MOT a contribué, après consultation des membres de son réseau, à la consultation de la Commission européenne "Surmonter les obstacles dans les régions frontalières", réalisée dans le cadre de la "Cross-border Review" (cf. 5.3.3). La MOT a par ailleurs participé à une deuxième contribution à cette consultation, réalisé via le réseau européen de la CECICN.

[Toutes les contributions de la MOT](#) sont disponibles sur son site Internet.

### 5.1.2 Règlement européen relatif au GECT et Plateforme des GECT

Tout au long de l'année 2015, la MOT a actualisé la carte des GECT, mise à disposition sur le site internet de la MOT (cf. carte en annexe). La MOT est par ailleurs intervenue lors de l'atelier OPEN DAYS "Cross-border urban integration : European groupings of territorial cooperation in twin cities and cross-border agglomerations", DG REGIO, 14 octobre 2015 (cf. 2.3.8). Elle suit également étroitement les relations avec le Comité des Régions et la Plateforme des GECT (cf. 5.3.5).



## 5.2 Partenariats européens

---

### 5.2.1 La Plateforme de Budapest

La [Plateforme de Budapest](#) rassemble quatre organisations nationales d'appui à la coopération transfrontalière : la MOT pour la France, le CESCO (Central European Service for Cross-border Initiatives) pour la Hongrie, le Ministère de l'Intérieur et des Relations avec le Royaume pour les Pays-Bas et la CCDR-N pour le Portugal. En 2015, les partenaires de la Plateforme de Budapest ont organisé une réunion informelle le 19 mai à Luxembourg. En 2016, la MOT envisage de faire évoluer ce partenariat en prenant l'attache de nouveaux Etats à commencer par le Luxembourg, la Suisse, l'Italie et l'Allemagne.

### 5.2.2 Le CESCO en Hongrie

Créé en 2009, le [CESCI \(Central European Service for Cross-border Initiatives\)](#) a bénéficié tout au long de l'année du soutien de la MOT dans le cadre d'actions menées en commun, notamment la participation à un appel à projet de la DG JUSTICE (février 2015) et dans le cadre des travaux de la CECICN, dont il est membre. Le CESCO est, par ailleurs, un membre fondateur de la plateforme de Budapest.

### 5.2.3 Le réseau TEIN

La MOT a, aux côtés du réseau TEIN et de l'ARFE, déposé deux projets européens dans le cadre du programme "réseau Jean Monnet" et HORIZON 2020 autour de la thématique "EU-GLOCAL-ACT: Cross-border Actors between Europeanization and Glocalization", coordonné par l'Université de Strasbourg. Ces projets n'ont pas été retenus. Un nouveau projet Jean Monnet devrait être déposé en 2016. Par ailleurs, la MOT est intervenue lors de la conférence inaugurale de l'Euro-Institut PL-CZ-SK, le 30 juin 2015 à Katowice (Pologne).

### 5.2.4 Autres partenariats

#### Partenariat avec le réseau "Transboundary Parks" (EUROPARC)

La MOT a organisé en mars 2015 à Bruxelles une réunion de travail avec EUROPARC afin de discuter des possibilités d'un partenariat entre les deux structures.

#### Partenariats avec les programmes INTERACT, ESPON, URBACT et INTERREG EUROPE

La MOT entretient des liens étroits avec ces quatre programmes.

- ≡ **INTERACT** : une réunion a été organisée avec Daniela Minichberger, Project Manager INTERACT Point Vienna, et Ivana Lazic, Project Manager INTERACT Point Vienna, le 16 mars 2015 à Paris. Elle est également intervenue lors de la conférence des 25 ans d'Interreg, co-organisée par INTERACT (cf. 2.3.7).



Membres de la Plateforme de Budapest

- ≡ **ESPO** : la MOT est intervenue lors du séminaire biennuel d'ESPO organisé les 8-9 décembre 2015 à Luxembourg.
- ≡ **URBACT** : des échanges ont eu lieu avec Emmanuel Moulin en 2015 sur la place des agglomérations transfrontalières (et des GECT) dans le nouveau programme URBACT.
- ≡ **INTERREG EUROPE** : des discussions ont eu lieu avec Nicolas Singer en juillet et octobre 2015 sur le positionnement de la MOT dans le nouveau programme INTERREG EUROPE. Une nouvelle réunion a été organisée avec un représentant du programme en décembre 2015.

## 5.3 Représentation des intérêts des acteurs de la coopération transfrontalière

### 5.3.1 Le réseau CECICN

La "[Conférence des Réseaux de Villes Transfrontalières et Interrégionaux Européens \(CECICN\)](#)" rassemble plus de 600 villes, représentant une population totale de plus 200 millions d'habitants, situés dans des espaces frontaliers européens.

#### Instances de la CECICN

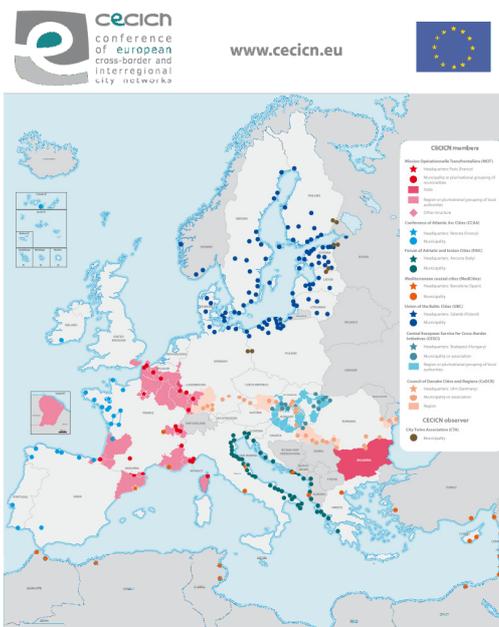
Un bureau exécutif de la CECICN s'est réuni le 16 avril 2015 à Bruxelles. Une deuxième réunion a eu lieu le 30 septembre 2015 à Paris.

#### Prises de position au niveau européen

En 2015, la CECICN a réalisé une prise de position au niveau européen sur les obstacles dans les régions frontalières (cf. 5.1.1).

#### Communication de la CECICN

En 2015, la CECICN a travaillé sur l'actualisation de son site Internet [www.cecicn.eu](http://www.cecicn.eu). Des interventions réciproques ont eu lieu dans les Assemblées générales et conférence annuelles des membres de la CECICN afin de présenter ses activités.



- Les membres de la CECICN sont :
- la MOT
  - la Conférence des villes de l'arc atlantique (CVAA)
  - le Forum des villes adriatiques et ioniennes (FAICT)
  - MedCities
  - l'Union des villes de la Baltique (UBC)
  - le Central European Service for Cross-border Initiatives (CESCI, Hongrie)
  - le Conseil des villes et régions du Danube (CoDCR)
  - le réseau City Twins Association (CTA) en tant qu'observateur.

### 5.3.2 L'ARFE

Depuis 2007, date à laquelle la MOT a noué une alliance stratégique avec l'ARFE (Association des régions frontalières européennes), les échanges se sont multipliés. En novembre 2015, la MOT a participé à la conférence annuelle de l'ARFE les 12 et 13 novembre 2015 à Bruxelles. Après un atelier sur le GECT et la coopération territoriale en lien avec la plateforme GECT du Comité des Régions le 12 novembre, une conférence s'est tenue le lendemain sur "L'avenir de la coopération transfrontalière en Europe", co-organisée par l'ARFE, la DG REGIO, le Comité des régions et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. La coopération avec l'ARFE se fait également dans le cadre de la coopération avec le réseau TEIN (cf. 5.2.3).

### 5.3.3 La Commission européenne

En novembre 2015, le président Michel Delebarre a rencontré le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Des relations permanentes sont par ailleurs entretenues avec les services de la DG REGIO de la Commission européenne. Ces échanges passent par la participation de représentants de la DG REGIO aux événements de la MOT, permettant une connexion directe entre la Commission européenne et les membres du réseau, et des interventions de la MOT aux événements de la Commission européenne :

- ≡ Intervention d'Agnès Monfret, Chef d'unité coopération transfrontalière européenne, DG REGIO, à la conférence-débat de la MOT sur les réformes territoriales le 17 juin 2015 à Chamonix (cf. 2.3.1) et lors de la conférence finale du projet Europ'Act sur le développement économique, le 30 septembre 2015, à Paris (cf. 2.3.2).
- ≡ Intervention de la MOT lors de la réunion sur l'observation statistique transfrontalière, le 10 septembre 2015, DG REGIO/Pays-Bas.
- ≡ Intervention de la MOT lors des ateliers OPEN DAYS : "Filling the data gap in the border regions: the importance of developing meaningful cross-border data for policy making and program management" ; et "Cross-border urban integration: European groupings of territorial cooperation in twin cities and cross-border agglomerations", le 14 octobre 2015 à Bruxelles (cf. 2.3.8).
- ≡ Participation de la MOT à la réunion "Ex-post evaluation of Cohesion Policy Programmes 2007-2013 – WP11 : European Territoriale Cooperation", le 11 décembre 2015 à Bruxelles.



En 2015, la MOT a par ailleurs accompagné la DG REGIO dans l'organisation des "25 ans d'Interreg", notamment en lien avec :

- ≡ La conférence à Luxembourg (cf. 2.3.7),
- ≡ La brochure sur la coopération territoriale (cf. 2.1.5),
- ≡ L'émission du " Dessous des Cartes " (cf. 2.1.5).

Par ailleurs, l'unité de coopération transfrontalière de la DG REGIO mène depuis septembre 2015 une initiative importante appelée "**Cross-border Review**" visant à analyser les obstacles administratifs et légaux qui persistent le long des frontières internes de l'Union européenne, processus auquel la MOT est étroitement associée. Elle se structure autour de 3 séquences :

- ≡ La réalisation d'une étude afin de dresser un inventaire critique des obstacles,
- ≡ Une consultation publique, à laquelle la MOT répond (cf. 5.1.1),
- ≡ Quatre ateliers d'experts, dont un premier a eu lieu le 9 septembre 2015, auquel la MOT a participé.



### 5.3.4 Le Parlement européen

La MOT suit étroitement les travaux du Parlement européen en lien avec la coopération transfrontalière. En 2015, le Parlement européen a créé à l'initiative d'Anne Sander, députée européenne et vice-présidente de la MOT un nouveau "**Groupe de travail sur la coopération transfrontalière**", donnant suite au précédent groupe de liaison transfrontalier de Marie-Thérèse Sanchez-Schmid. Le groupe s'est réuni une première fois le 24 mai 2015 autour de la question du numérique dans les zones frontalières. La MOT a participé à la deuxième réunion du groupe sur la coopération sanitaire transfrontalière qui a eu lieu le 14 octobre 2015.

### 5.3.5 Le Comité des Régions

La MOT a poursuivi ses échanges avec le Comité des Régions dans le cadre de la déclaration d'intérêt commun entre les deux structures, notamment concernant le règlement communautaire relatif au GECT et les travaux de la Plateforme des GECT (cf. 5.1.2). Par ailleurs, Michel Delebarre, Président de la MOT, est Membre du Comité des Régions, ce qui favorise la coopération entre les deux entités.

La MOT a participé :

- ≡ à la 5ème réunion annuelle de la plateforme des GECT "The EGTCs and the Employment" (Les GECT et l'emploi), le 3 mars 2015 à Bruxelles,
- ≡ à l'atelier "The EGTC: Experiences and expectations. Present, Past and Future", co-organisé avec le Ministère fédéral allemand du Transport et des Infrastructures digitales, le 28 mai 2015 à Bruxelles,
- ≡ à l'atelier sur le GECT et la coopération territoriale en lien avec la plateforme GECT, le 12 novembre à Bruxelles.

Lors des OPEN DAYS, l'atelier organisé par la MOT sur la "Coopération transfrontalière et intégration dans une approche mondiale" (cf. 2.3.3), était accueilli par le Comité des Régions comme un événement "Meeting place".

En 2015, le Comité des Régions, sur initiative de Pavel Branda, a par ailleurs mis en place un **"groupe interrégional coopération transfrontalière et GECT"**. La MOT est associée à cette démarche à travers son président Michel Delebarre, membre du groupe. La première réunion s'est tenue le 12 octobre 2015.

### 5.3.6 Le Conseil de l'Europe

En 2015, la MOT a suivi la mise en œuvre du 3ème protocole additionnel à la Convention-cadre de Madrid (Groupement euro-régional de Coopération - GEC) ouvert à la signature des Etats par le Conseil de l'Europe. Par ailleurs elle a :

- ≡ co-organisé et est intervenue lors du séminaire européen "La participation des citoyens à la gouvernance transfrontalière: expériences et leçons", les 22-23 octobre 2015 à Saint-Louis (cf. 2.3.9),
- ≡ participé à la conférence "L'avenir de la coopération transfrontalière en Europe", co-organisée par l'ARFE, la DG REGIO, le Comité des régions et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, le 13 novembre à Bruxelles.

## 5.4 Coopération internationale

---

La MOT s'implique dans le domaine de la coopération internationale depuis plusieurs années, notamment lors d'événements en lien avec la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest. Elle entretient des liens avec UNCDF, Cités Unies France (CUF) et le Global Local Forum (GLF). Elle est intervenue lors d'un atelier organisé par l'Agence de coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises (VNG international) le 17 février 2015 à la Haye pour présenter son expérience à une délégation de représentants de collectivités libyennes et tunisiennes. La MOT a également organisé une réunion de travail avec l'Agence Française de Développement afin d'explorer des pistes de

coopération entre les deux structures. Enfin, la MOT a organisé un atelier "Coopération transfrontalière, une approche mondiale" dans le cadre des OPEN DAYS en octobre 2015 (cf. 2.3.3).

Au cours de l'année 2015, la MOT a également pris part à la préparation de deux événements internationaux qui auront lieu en 2016 :

- ≡ la 15<sup>ème</sup> conférence internationale du BRIT (Border Regions in Transition) : "Cities, States and Borders: From the Local to the Global" qui se tiendra du 17 au 20 mai 2016 à Hambourg (Allemagne) et à Sønderborg (Danemark) ([Plus d'infos](#)), et
- ≡ le POLICY FORUM sur les frontières du projet BIG (Borders in Globalization) qui aura lieu le 7 juillet 2016 à Paris, à l'Assemblée Nationale.

# PRINCIPALES CONCLUSIONS

---

En 2015 la réforme territoriale française a connu de nouvelles étapes importantes pour les territoires transfrontaliers, avec la promulgation de la loi NOTRe (qui prévoit entre autres la possibilité d'un volet transfrontalier pour les SRDEII, suite à un amendement porté par la MOT), et de la loi sur la délimitation des régions, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La MOT s'est mobilisée dans le débat, en prenant comme thème de sa conférence annuelle l'impact des réformes territoriales sur la coopération transfrontalière. Ces réformes procurent aux collectivités un cadre plus adapté pour élaborer des stratégies et des projets intégrés de développement transfrontalier au service des habitants et des entreprises des espaces frontaliers. L'enjeu est désormais d'accompagner les acteurs locaux et régionaux dans la mise en œuvre de ces réformes, en France comme dans les pays voisins.

La MOT a mis son expertise opérationnelle au service des acteurs du transfrontalier, dans le cadre d'études spécifiques, qui ont porté sur la résolution des obstacles à la coopération transfrontalière (achèvement de la mission d'assistance à la Préfecture de région Nord Pas de Calais sur la frontière franco-belge), les grands projets de développement économique du territoire et de ses régions transfrontalières en Guyane, l'offre ferroviaire transfrontalière voyageurs entre Nice et Imperia, le développement local transfrontalier en Afrique de l'ouest ; dans le cadre d'interventions ciblées (service de "bon-à-tirer") ; mais aussi par l'animation de son réseau (plateforme des techniciens) ; et grâce à ses supports de communication (la newsletter ; le site Internet, qui recueille un succès grandissant ; le centre de documentation). L'année 2015 aura été marquée par la mise en ligne du portail documentaire en juillet, ainsi que par la diffusion de deux ouvrages sur le développement économique transfrontalier (introduction à la thématique et guide pratique).

La MOT souhaite susciter une participation plus active des membres de son réseau, au-delà des actions de l'équipe technique : partage des solutions trouvées au niveau local, remontée des problèmes subsistants aux niveaux national et européen. Le forum sur les obstacles à la coopération, qui a fait en 2015 l'objet de consultations du réseau et de deux réunions de la plateforme des techniciens et qui sera mis en œuvre en 2016, devra y contribuer.

Au niveau national, la MOT a travaillé étroitement avec le CGET (que la MOT a assisté notamment sur le thème de l'observation transfrontalière aux frontières françaises, et dans le cadre de la mission sur le nord lorrain), le Ministère de l'Intérieur (DGCL), le MAEDI (DAECT, ambassadeur pour les commissions intergouvernementales, la coopération et les questions frontalières, cabinet du Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, notamment dans le cadre de la préparation de la rencontre franco-allemande de Metz en juillet), le Ministère des Outre-Mer (qui lui a pour la première fois accordé une subvention). L'année 2015 a permis de conforter les liens avec ces ministères, et de développer des liens avec d'autres (Santé, Finances etc.), dont la présence au bureau de la MOT contribue à l'animation interministérielle sur les enjeux transfrontaliers.

La MOT a également accompagné la réforme de l'Etat territorial, en participant aux réflexions autour de la mise en place de conseillers diplomatiques auprès des préfets de régions (échanges avec le préfet Bertrand Cadiot dans le cadre de sa mission pour le Ministère de l'Intérieur ; initiatives prises sur la frontière franco espagnole etc.). Dans un contexte de décentralisation, les services

déconcentrés de l'Etat et les réseaux diplomatiques doivent contribuer à la coordination transfrontalière des politiques sur chaque frontière, en jouant un rôle de facilitateur avec les Etats voisins. La MOT peut leur venir en appui, grâce à son propre partenariat avec ceux-ci, notamment avec le Grand-Duché de Luxembourg, la Principauté d'Andorre et la Principauté de Monaco, qui sont membres de la MOT.

En 2015, la MOT a également renforcé ses liens avec la Caisse des Dépôts, acteur majeur du financement des projets dans les territoires ; la MOT a organisé dans ses locaux la conférence finale de son projet sur le développement économique transfrontalier ; et a effectué auprès de ses adhérents un recensement des projets structurants d'investissement dans les territoires transfrontaliers, qui a été présenté aux différentes directions concernées.

Au niveau européen, l'année 2015 a permis à la MOT de renforcer ses relations avec chacune des institutions européenne : avec la Commission européenne, dans le cadre de la célébration des 25 ans de la coopération territoriale européenne (cartographie de l'ouvrage historique publié à cette occasion) et de la « cross border review » (participation à la consultation, au groupe d'experts etc.) ; avec le Parlement européen (groupe de travail sur la coopération transfrontalière) ; avec le Comité des Régions (groupe interrégional coopération transfrontalière et GECT) ; et dans le cadre du processus intergouvernemental, où la MOT a joué un rôle important d'appui à la présidence luxembourgeoise du Conseil au 2<sup>ème</sup> semestre 2015. Cette présidence a replacé la coopération transfrontalière dans l'agenda politique européen, avec la proposition d'un nouvel outil européen pour résoudre les obstacles juridiques à la coopération transfrontalière (fondée sur une étude réalisée par la MOT), la réaffirmation de l'enjeu des réseaux urbains transfrontaliers et de l'observation des territoires transfrontaliers.

La MOT a également poursuivi sa mise en réseau européenne, avec d'autres structures œuvrant comme elle à une échelle intermédiaire entre le national et l'europpéen (CESCI autour de la Hongrie etc.) dans le cadre de la CECICN et de la plateforme de Budapest, ainsi qu'avec l'ARFE et le réseau TEIN.

Au niveau global, la MOT a continué d'apporter son expertise de la coopération transfrontalière sur d'autres continents : dans les régions françaises des Outre-mer ; aux côtés du MAEDI de plus en plus attentif aux enjeux transfrontaliers en Europe et dans le monde ; ou d'organisations internationales (ONU etc.) ; elle a animé sur ce thème un atelier aux OPEN DAYS 2015.

Enfin, elle a contribué aux débats dans le cadre de réseaux d'experts et de chercheurs (préparation de la conférence du réseau BRIT (Border regions in transition) de mai 2016 et du projet BIG (Borders in globalization) en juillet 2016.

Fin 2015, suite à deux départs et une arrivée, l'équipe technique se compose de 7 agents en CDI et 1 en CDD (sans compter 4 stagiaires).

Lors de l'Assemblée générale de juin 2015, la MOT a approuvé la refonte des statuts de l'association, renouvelé ses instances pour la période 2015-2017 et lancé un nouveau programme triennal, afin de répondre encore mieux aux besoins de ses membres (67 au 31/12/2015) et de ses partenaires, au service des territoires transfrontaliers.

# ANNEXES

## MEMBRES DU CONSEIL D'ORIENTATION (au 31 décembre 2015)

<b>Le président de la MOT</b>	<b>Michel DELEBARRE</b> Ancien Ministre d'Etat Sénateur du Nord
<b>Agence d'Urbanisme et de Développement Durable Lorraine Nord (AGAPE)</b>	<b>Jean-Marc DURIEZ</b> Président Vice-président de la MOT
<b>Annemasse Agglo</b>	<b>Christian DUPESSEY</b> Président Vice-président de la MOT
<b>Conseil départemental de Haute-Savoie</b>	<b>Virginie DUBY-MULLER</b> Vice-présidente, Députée de la Haute-Savoie Vice-présidente de la MOT
<b>Eurométropole de Strasbourg</b>	<b>Nawel RAFIK-ELMRINI</b> Conseillère de l'Eurométropole Adjointe au Maire de Strasbourg Vice-présidente de la MOT
<b>Métropole européenne de Lille</b>	<b>Damien CASTELAIN</b> Président Vice-président de la Mot
<b>Métropole Nice Côte d'Azur</b>	<b>Laurence NAVALESI</b> Conseillère Municipale et Métropolitaine, Subdéléguée aux relations transfrontalières Vice-présidente de la Mot
<b>Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain</b>	<b>André ROSSINOT</b> Président de la commission grands partenariats et transfrontalier Président de la Communauté Urbaine de Nancy Vice-président de la MOT
<b>Région Aquitaine</b>	<b>François MAITIA</b> Vice-président chargé de l'Europe, de la Coopération Transfrontalière et Interrégionale Vice-président de la MOT
<b>Région Provence-Alpes Côte d'Azur</b>	<b>Claire BOUCHET</b> Conseillère régionale déléguée à l'action régionale pour le massif alpin Vice-présidente de la MOT
<b>Parlement National</b>	<b>Philip CORDERY</b> Député national, Président du groupe d'études "zones et travailleurs frontaliers" Vice-président de la Mot
<b>Parlementaire européen</b>	<b>Anne SANDER</b> Député européen Vice-présidente de la MOT
<b>Groupement européen transfrontalier</b>	<b>Michel CHARRAT</b> Président Trésorier de la MOT

<b>Agence Transfrontalière pour le développement de l'Eurocité Basque Bayonne-San Sebastián</b>	<b>Jean-Pierre LAFLAQUIERE</b> Vice-président <b>Iker GOIRIA ETXEBERRIA</b> Codirecteur
<b>Agglomération Urbaine du Doubs</b>	<b>Pierre VAUFREY</b> Membre du Bureau Adjoint au maire de Morteau
<b>Agglomération Sud Pays Basque</b>	<b>Peyuco DUHART</b> Président
<b>CCI Bayonne Pays Basque</b>	<b>André GARRETA</b> Président
<b>CNFPT</b>	<b>Benoît CATHALA</b> Responsable mission Europe
<b>Communauté d'agglomération de la Riviera Française</b>	<b>Jean-Pierre VASSALLO</b> Vice-président Maire de Tende
<b>Electricité Réseau Distribution France (ERDF)</b>	<b>Pascal MANGIN</b> Pôle Affaires Institutionnelles
<b>Eurodistrict Regio PAMINA</b>	<b>Fritz BRECHTEL</b> Président Landrat du Landkreis Germersheim
<b>Eurodistrict SaarMoselle</b>	<b>Peter GILLO</b> Président Directeur du Regionalverband de Sarrebruck
<b>Eurodistrict Trinational de Bâle</b>	<b>Frédéric DUVINAGE</b> Directeur
<b>Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France</b>	<b>Michel WEBER</b> 1 <sup>er</sup> Vice-président délégué, Président du PNR Vosges du Nord
<b>Forum transfrontalier</b>	<b>Marcel SCHIESS</b> Secrétaire général
<b>GECT Alzette Belval</b>	<b>Lucien PIOVANO</b> Président, Maire d'Audun-le-Tiche
<b>GLCT Grand Genève</b>	<b>Jean DENAIS</b> 1 <sup>er</sup> Vice-président, Président de l'ARC Syndicat Mixte
<b>Grand-duché du Luxembourg</b>	<b>Jean-Claude SINNER</b> Directeur des Affaires internationales et transfrontalières
<b>République et Canton de Genève</b>	<b>Anna-Karina KOLB</b> Directrice, Service des affaires extérieures et fédérales
<b>Ville de Beausoleil</b>	<b>Gérard SPINELLI</b> Maire, Vice-président de la Communauté de la Riviera Française
<b>Ville de Mulhouse</b>	<b>Anne-Catherine GOETZ</b> Adjointe au maire de Mulhouse
<b>Observateur</b>	<b>Bernard SOULAGE</b> Vice-président délégué à l'Europe et aux Relations Internationales, Région Rhône-Alpes



# Groupements européens de coopération territoriale (GECT) European Grouping of Territorial Cooperation (EGTC) Europäischer Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ)

GECT créés  
Existing EGTC  
Bestehende EVTZ

NOVEMBRE  
NOVEMBER  
NOVEMBER  
**2015**

Type de coopération  
Type of cooperation  
Art der Zusammenarbeit

Transfrontalière  
Cross-border  
Grenzüberschreitende

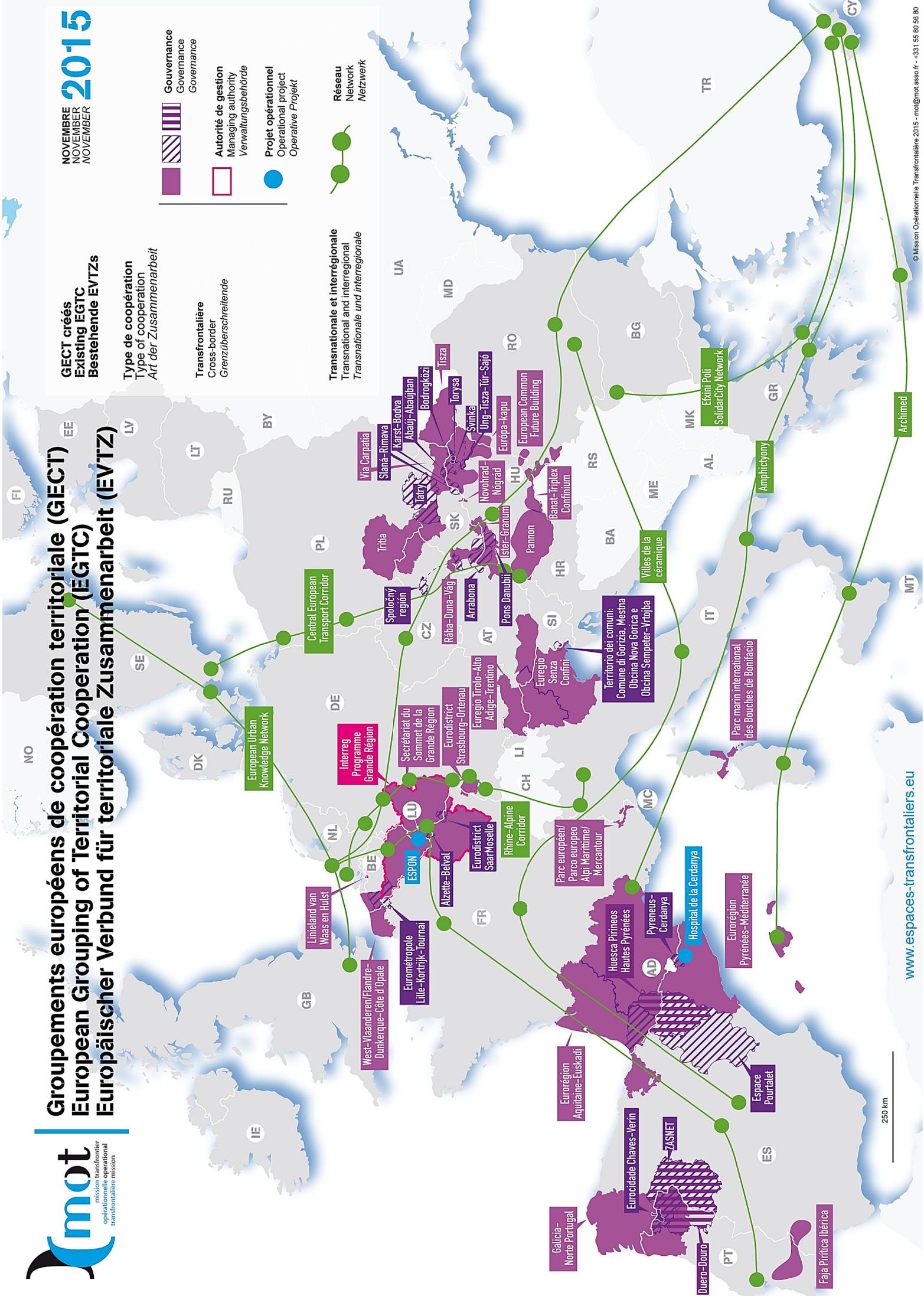
Gouvernance  
Governance  
Governance

Autorité de gestion  
Managing authority  
Verwaltungsbehörde

Projet opérationnel  
Operational project  
Operative Projekt

Réseau  
Network  
Netzwerk

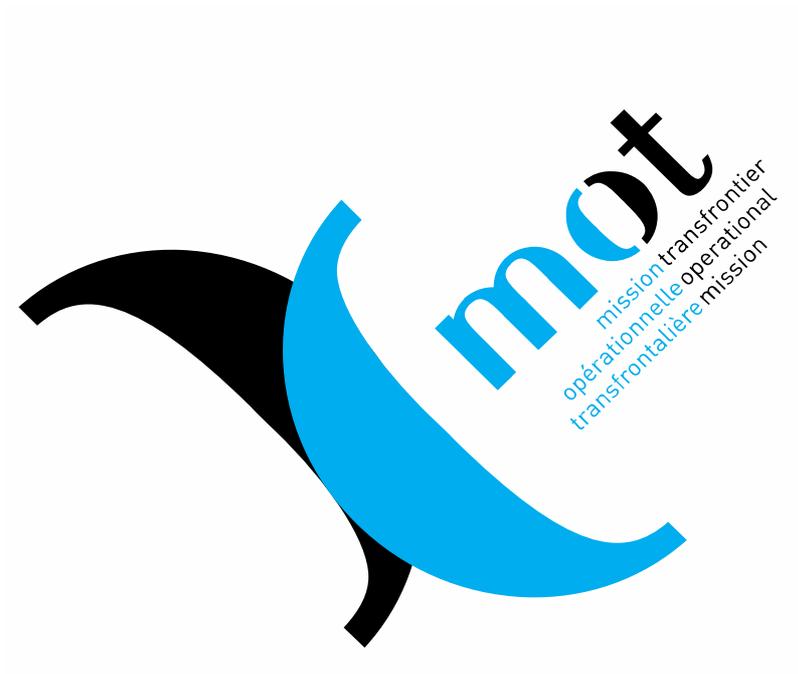
Transnationale et interrégionale  
Transnational and interregional  
Transnationale und interregionale



250 km







**Mission Opérationnelle Transfrontalière**

38, rue des Bourdonnais - 75001 Paris - France  
[www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)

tél. : +33 1 55 80 56 80  
[mot@mot.asso.fr](mailto:mot@mot.asso.fr)



**cget**

